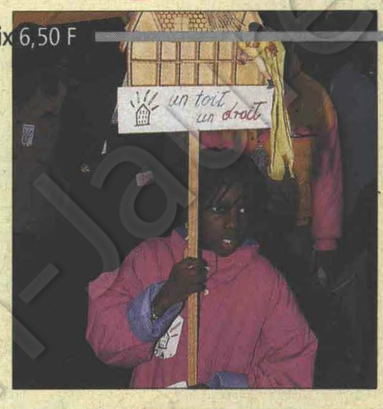
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

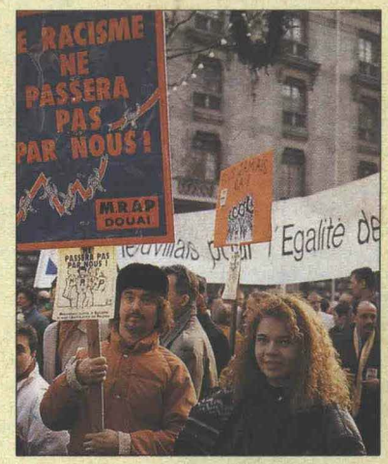
Quatrième année - N° 130 - Vendredi 31 janvier 1992 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

Debout, la gauche !













CONTRE le racisme et pour l'égalité des droits



VOTRE COURRIER

Je suis membre du Parti socialiste depuis 1970 et j'ai contribué à la naissance du Parti d'Epinay... tout cela semble bien dérisoire et lointain aujourd'hui... Elue socialiste depuis 1971, je me déclare profondément choquée par l'attitude du juge d'instruction, Renaud Van Rymbeke, au siège du Parti socialiste et de ses dirigeants. Je me rends malheureusement compte que cette perquisition n'apporte guère d'élément nouveau à l'enquête concernant la liquidation de la société Urba, mais renforce le Front national et les thèses de Le Pen.
Si je demande que toute la lumière soit faite et que les auteurs d'éventuels délits (si cela est prouvé) soient sanctionnés, j'estime qu'ils ne sauraient (les militants du PS) être assimilés à des "coquins" ou des "voleurs" et j'assure l'ensemble des permanents du PS de mon soutien et de ma sympathie.
Huguette Baussiquet - Saint-Pierre-des-Corps (37).

■

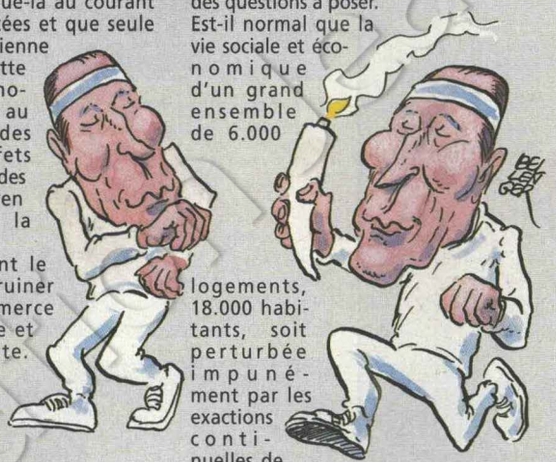
Manifestations, contre-manifestations, meetings, interdictions de réunions, mots lancés, plaintes déposées... quand en finirons-nous ? On croyait la peste et la lèpre disparues, ou presque. Nous pouvions mieux respirer. Mais un nouveau fléau apparaît, et pire : le sida.
Comparaison facile, malvenue peut-être, mais comparaison quand même, car c'est un fait : le Front national est un véritable fléau. A chaque fois, tous les fléaux, toutes les épidémies ont été combattus et celui-ci le sera aussi
... A nous maintenant.
Karine Chapuis - 18 ans - Vitrolles (13).

■

"Cette mâle gaîté si triste et si profonde, que lorsqu'on vient d'en rire on devrait en pleurer."
Ces deux vers s'appliquent parfaitement aux élucubrations de Le Pen : son comportement est risible et triste à la fois de la part d'un homme incontestablement cultivé mais qui utilise ses connaissances pour tenir sciemment des propos archaïques, diffamatoires, méchants, propres à flatter les instincts les plus bas. Pourtant, lui qui a su manipuler l'être affaibli par la maladie qu'était l'héritier Lambert peu avant sa mort, en vue d'obtenir sa considérable fortune, contre la famille Lambert qui faisait valoir les droits du sang (auxquels Le Pen se réfère en matière d'immigration), n'a certainement pas de leçons de morale à donner aux socialistes. Bon, le droit français, resté monarchique dans le cas d'héritage, le couvrait.
Mais parlons maintenant de son exploitation de Jeanne d'Arc, honteux dévoiement de la doctrine chrétienne : bonne chrétienne, Jeanne d'Arc voulait que tous les hommes soient frères, mais elle a défendu les droits du sol contre un envahisseur armé et l'on ne nous fera pas croire que c'est Dieu qui inspire Le Pen ! Que Le Pen, qui habite les beaux quartiers de Saint-Cloud, profite largement de cet argent (sali) à titre personnel, qu'y pouvons-nous sinon rappeler les faits ? Chez les socialistes, on partage : les cotisations des militants, lourdes pour leurs petits budgets, les contributions importantes de leurs élus font partie d'un engagement de solidarité. C'est un acte de foi exemplaire, aussi ont-ils le droit de se sentir insultés et ne peuvent-ils s'en tenir à "bien faire et laisser dire". Non ! Il leur faut réagir, dans la dignité, en gardant bonne conscience : ils valent beaucoup mieux que cet être pervers, dangereux pour la démocratie et ne doivent surtout pas le combattre sur son terrain mais seulement sur celui de la justice.
André Diard - Sully-sur-Loire (45).

■

Je ne comprends pas à quoi jouent le PS et le gouvernement avec Le Pen. L'annonce de la plainte déposée contre lui par Edith Cresson a donné pendant deux ou trois jours la vedette au Front national dans tous les médias, alors que seuls quelques-uns de ses sympathisants étaient jusque-là au courant des paroles prononcées et que seule une catastrophe aérienne a pu interrompre cette campagne de promotion. Il faut penser au fonctionnement des médias et à ses effets pervers. Je me méfie des opérations anti-Le Pen qui lui donnent la vedette.
Si on veut vraiment le combattre, il faut ruiner son fonds de commerce principal : chômage et délinquance, et vite. Tout le reste est vain.
Jacques Champetier - Nîmes (30).



■

Voici la déclaration que j'ai faite, au nom du groupe socialiste, au conseil municipal de Nancy.
"Le président du Front national, dont le parti est représenté dans ce conseil municipal, a déclaré que les membres du gouvernement et du Parti socialiste étaient un "ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters". Cette déclaration a été faite le jour anniversaire du cinquantenaire de la réunion de Wannsee, à Berlin, où les dirigeants nazis organisaient l'holocauste des juifs. Elle rappelle les injures des dirigeants de l'extrême droite française contre "le juif Blum" et leur intention de le fusiller "mais de dos", comme ils disaient.
Il se trouve que j'ai eu à connaître la violence verbale et physique de Le Pen lorsqu'en octobre 1955 je fus le candidat de la tendance syndicale à la présidence de l'Union nationale des étudiants de France et qu'il tenta de m'en empêcher par la force. Il se trouve aussi que j'ai récemment approuvé pleinement le refus de mon camarade, le maire de Vandœuvre, d'interdire la réunion publique de ce même Le Pen. La puissante manifestation populaire du 15 janvier dernier, à Nancy, qui a réuni toutes les composantes de la vaste famille des démocrates et des républicains de ce pays était la vraie réponse à une entreprise de destruction des fondements de notre nation.
François Borella - Nancy (39).

■

Les prévisions électorales ne nous sont pas favorables et, parmi les raisons généralement avancées pour cet échec annoncé, figure, en premier lieu, la hausse du chômage. Ce problème est dramatique pour beaucoup, mais je ne suis pas certain qu'en matière électorale, il joue le premier rôle. Les gens sont aptes à comprendre que le chômage est d'une dimension qui dépasse le cadre de la politique gouvernementale. En revanche, ils sont très sévères dans les domaines de l'insécurité de proximité et de l'amnistie des "affaires", deux domaines que nous pourrions mieux gérer.
Je me dois d'être humble, car je n'ai pas de solutions à proposer, seulement des questions à poser.
Est-il normal que la vie sociale et économique d'un grand ensemble de 6.000 logements, 18.000 habitants, soit perturbée impunément par les exactions continuelles de quelques familles parfaitement identifiées et localisées, et qui ne conçoivent le respect des droits de l'homme qu'à leur seul bénéfice ? Est-il normal que des individus pris en flagrant délit de vandalisme et vol dans des commerces ou des voitures soient libérés le lendemain, voire le soir même, et se permettent de parader dans le quartier en faisant des bras d'honneur aux policiers du secteur, tout en servant d'exemple à une délinquance plus juvénile ? Maîtriser cette délinquance ne serait-il pas plus efficace que des manifestations de rue contre le Front national ? Celui-ci recrute essentiellement sur ce climat d'insécurité et, bien que les délinquants soient aussi bien français qu'étrangers, il lui est très facile de passer sous silence les premiers, et, en mettant en exergue les seconds, d'étendre ses options racistes dans la population. En ce qui concerne "les affaires" et l'amnistie, avons-nous tout mis en œuvre pour expliquer la réalité de la situation ? Si j'en juge par la perception qu'ont les militants de ces deux dossiers, nous devons en douter. Alors, que dire des citoyens non adhérents au Parti ?... Insistons-nous assez sur le prix de la démocratie et son corollaire, le financement des partis et des campagnes électorales, mais avant et depuis la loi initiée par les socialistes ?
A force d'entendre la version des médias, humoristes divers et chansonniers, nous avons oublié la réalité de l'amnistie. Le président de la République, à "7 sur 7", en a surpris plus d'un en précisant que, contrairement à l'idée largement répandue, les parlementaires se sont exclus de l'amnistie, ce qui a été confirmé par le premier ministre au Cirque d'hiver et que, de ce fait, l'accusation faite aux socialistes de créer une inégalité devant la justice n'est pas fondée.
Nous payons, dans ce domaine comme dans trop d'autres (et depuis dix ans), notre incapacité à expliquer ou à promouvoir notre politique.
Lucien Durand - Lyon (69).

■

Dernièrement, sur A2, Bruno Masure demandait à Lionel Jospin "s'il ne se sentait pas un peu cocu après les arrangements survenus à la tête du PS".
Plus récemment, sur France-Inter, à 8 h 20, Annette Ardisson demandait à Henri Emmanuelli "s'il avait les mains propres pour aborder ses nouvelles fonctions à l'Assemblée nationale."
Dans les deux cas, la réponse a été nette et digne, et les questionneurs impertinents remis à leur place. Ce que j'approuve entièrement.
Mais cette attitude pour le moins désinvolte de certains journalistes à l'égard des hommes politiques fait apparaître de nouveaux rapports où les nécessités de l'audimat s'exercent au détriment de la plus élémentaire courtoisie. Les hommes politiques sont en partie responsables de ce manque d'égards, pour s'être parfois prêtés démagogiquement à des exercices sans rapport avec leur fonction. Ce n'est certainement pas cette image dévalorisée que l'électeur sollicité au moyen du bulletin de vote souhaite recevoir des personnalités au pouvoir. A elles de le comprendre et de faire en sorte qu'il en soit tenu compte.
René Chaudet - St-Martin-d'Hères (38).

■

Je suis socialiste depuis 1933 et toujours fidèle, à chaque scrutin, depuis que j'ai le droit de vote, en 1946.
Il y a des braves gens, dans l'opposition : Raymond Barre, Simone Veil, Chaban-Delmas qui a fait la guerre avec notre président. Mais je suis très peiné par les attaques de ce Le Pen et de ses amis.
Les plus âgés, qui ont connu l'après-guerre, le savent. Les jeunes doivent le savoir.
Toutes les avancées sociales depuis 1936 -je me souviens très bien de Léon Blum, et du radical Herriot, maire de Lyon- la loi de quarante heures, les congés payés, soutenus par Maurice Thorez et un PCF alors très fort, sont dues à la gauche. Alors que la première chose qu'a faite Chirac en 1986 a été de supprimer la loi sur les grandes fortunes.
Aussi, je me propose, pour éclairer les sympathisants de ma région qui s'interrogent, de leur répondre, le soir, au téléphones 86.32.24.89. Appelez-moi !
Roger Petitot - Quarré-les-Tombes (89).

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53) Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Gely/Imapress, P. Lebrun (couv.) ; T. Chesnot / Sipa-Press (pp. 3 et 5) ; Explorer (pp. 3 et 13) ; Sittler / Rea (pp. 3 et 16) ; M. Linton / Sipa-Press (pp. 8 et 9) ; Deville-Lebrun / Gamma (p. 9) ; P. Baz / AFP (p. 10) ; R. Meigneux / Imapress (p. 15) ; D.R. (p. 19) ; Steiner / Emi (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE
4 *Leçons d'un week-end, debout la gauche !*
5 *Laurent Fabius*
6 • *Les socialistes face aux bourrasques*
• *Contre le Front national, des outils pour l'action*
7 • *P.P.D.A., l'arroseur arrosé*
• *Les zones de transit au banc des accusés*

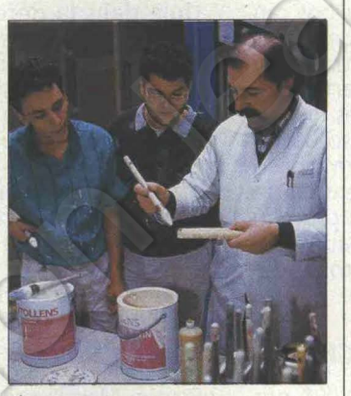
INTERNATIONAL
8 • *La CEI, l'Europe et les Etats-Unis*
• *Aider les hommes à se prendre en charge*
9 *L'Allemagne sort de sa réserve*
10 *Israël : les chances de la gauche*

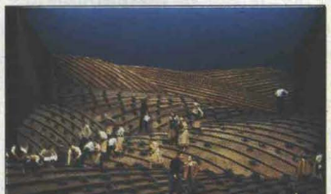
11 à 14 DOSSIER
22 et 29 mars 1992
11 *Elections régionales et cantonales*
12 *Nord-Pas-de-Calais*
13 *Picardie*
14 *Champagne-Ardenne*



▲ *Debout la gauche ! (p. 4).*


▲ *Elections régionales (AMIENS, pp. 11/14).*


▲ *L'apprentissage (p. 16).*


▲ *"Lady Macbeth de Mtsensk" (p. 20).*

ECONOMIQUE/SOCIAL
15 *44e congrès de la CGT, un courant d'air frais*
16 *Apprentissage : de la théorie à la pratique*

VIE PRATIQUE
17 *Les pollutions dans la maison -1*

CROQUIS
19 • *Claude Estier*
• *Virgil Tanase*
• *Dessin de la semaine*

CULTURE
20 • *"Lady Macbeth de Mtsensk"*
• *Cinéma : "L'Amant"*
• *Passez la monnaie*
• *Télévision*
21 • *Sade et Miller à tout âge*
• *Gustave Moreau*
• *Romans policiers*
22 • *Post-scriptum*
• *Agenda*

INVITE
23 *Tardi*

■ AGENDA ■

• Colloque : **"Enseignement agricole en milieu rural"** (délégation nationale à l'Agriculture). Avec S. François, G. Garot, C. Jactel, A. Laignel, R. Souchon. 1/2, 9 h 30 / 18 h, Sénat, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris. ☎ 45.56.77.86

• Formation : **"Ecologie"**, socialisme et écologie, maîtriser les déchets, gestion et protection de la ressource en eau. Animé par Marylise Le Branche et Jean Robin. 15/2, 9 h / 18 h à Plouzané (29). Organisé par la fédération, avec la participation du Centre Condorcet. ☎ 98 53.20.22

• Dîner-débat : **"Francophonie : espoir et réalité"**, ("Rassembler à gauche") avec J.-M. Borzeix, Y. Chassagne, H. Lopes, P. de Saint-Robert, G. Sarre et C. Tasca. 4/2, 20 h, 5 rue Eleuthère 75018 Paris. ☎ 40.81.76.23

Nicolas de Neuilly

L'étoile montante du RPR n'a pas compris la manifestation de la Bastille. Selon lui, au lieu de fabriquer des pancartes, il vaudrait mieux s'attaquer aux racines du mal. C'est bien vrai, Sarkozy, trouve-t-on des pauvres à Neuilly ? Ainsi, au lieu d'attaquer Le Pen, le gouvernement ferait bien de prendre un décret obligeant tout le monde à devenir riche. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Balladur avait supprimé l'IGF durant la cohabitation.
T'as raison Nicolas, on va tous aller loger chez toi.

J.R.

LEÇONS D'UN WEEK-END

debout la gauche !

Samedi dernier, la gauche est descendue dans la rue. La gauche, rien que la gauche... rassemblée sur ses valeurs et dans ses contradictions. Mais le lendemain, elle ne s'est pas retrouvée dans les urnes pour les élections partielles. Inquiétant.

Dur, très dur, ce début de semaine pour le PS. Au lendemain de la grande manifestation de la Bastille, la presse en donnait une lecture catastrophique, d'autant que, dimanche, les partielles ont été mauvaises et les pertes de voix lourdes pour nos candidats. Pas question de se laisser déprimer pour autant, car le matraquage médiatique laisse de côté la partie positive du bilan de la gauche. "Les difficultés que le PS traverse sont susceptibles de provoquer les rassemblements et les sursauts attendus, non seulement par les socialistes mais aussi par tous ceux qui savent ce que l'on a fait et sauront le reconnaître", a prévu Jean Auroux, président du groupe à l'Assemblée.

UNE MANIF DE LA GAUCHE

Nous étions donc près de 100.000 personnes entre Bastille et Nation, dans le froid ensoleillé de cet après-midi. Nous, car qui d'autre que nous ? Qui seraient donc ces milliers de jeunes, de moins jeunes qui marchaient pour ces valeurs éternelles, ces valeurs généreuses, celles que nous avons toujours portées ? Qui, sinon la gauche ? Comme d'habitude, elle s'est exprimée en nombre pour redire son aversion du racisme, son attachement à l'intégration, son souci du respect des droits de l'homme.
Car, pour cette marche contre le racisme et le Front national, les appels à la mobilisation étaient clairs et la droite, sans doute gênée, n'en avait émis aucun.
Unie dans la défense de ses idées, la gauche l'était certes moins dans ses banderoles. Conformément à nos traditions, la liberté d'expression avait été laissée à chaque groupe de participants. Chaque association, chaque syndicat, avait préparé son calicot et son slogan. S'ils disaient tous non à l'exclusion et à l'extrême droite, certains se montraient violents contre le gouvernement et le Parti socialiste. Le Parti, lui, avait choisi d'être là, sans volonté d'impérialisme ni de récupération. Mais là, à sa place, avec ses valeurs, avec la gauche, avec ceux qui font de l'intégration une exigence pour la France. Mais la presse donne un coup de main à Le Pen en titrant au lendemain de ce rassemblement de 100.000 personnes pour l'égalité des droits : "Echecs cinglants des socialistes !". Le ton est donné, haro sur le PS, lourde responsabilité...

Que la gauche se montre exigeante et même revendicative, qu'elle discute et doute, c'est stimulant, normal et sain. Que les politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs de gauche puissent soulever critiques et mécontentements, c'est également à attendre dans une démocratie. La gauche a toujours fait vivre, autour de ses partis, des associations ou des clubs, nombreux et expansifs. C'est là sa force, c'est là sa diversité, c'est aussi là une forme de développement qui la différencie de la droite, monolithique et univoque. Les uns se nourrissent des autres, se complètent et s'enrichissent mutuellement. Ils doivent surtout savoir serrer les coudes et se retrouver dans les crises, sans se tromper d'adversaire. La gauche ne s'est-elle pas rassemblée en 1971, 1974, 1981 comme en 1988 ? Sans doute faisait-elle rêver davantage quand elle était l'opposition, sans doute dix ans de pouvoir ont-ils fait oublier ce que faisait la droite, elle, et combien la gauche a fait progresser la France sur ce difficile chemin de l'intégration.

ENFANTS TROP GATES DU SOCIALISME

Si plus de cinq mille associations d'immigrés et d'étrangers ont pu se créer en dix ans, c'est parce qu'en 1981, la loi du 9 octobre abrogea un texte de 1939 qui restreignait leur droit d'association. Si les minorités ethniques, sociales, culturelles, régionales ou sexuelles peuvent faire vivre leurs différences, c'est que l'existence reconnue en 1981 aux radios libres a créé pour elles des libertés supplémentaires.
Quelques signes qui montrent, s'il en était encore besoin, que l'intégration n'est pas pour les socialistes au pouvoir qu'un slogan de manifestation. Mais il faut aller plus loin sur ce chemin. Oui, il faut aller plus loin sur l'intégration dans les banlieues, dans les lieux d'enseignement, sur la résorption du chômage. La droite, elle, avait mis en œuvre les lois Pasqua, avait matraqué les manifestations, multiplié les expulsions. N'ayons





▲ *Qui seraient ces milliers de jeunes qui marchaient pour ces valeurs généreuses que nous avons toujours portées ?*

pas la mémoire trop courte, camarades, ne nous comportons pas en enfants gâtés de la gauche. Rien n'est jamais gagné, n'oublions pas combien vite on efface les réformes de la gauche...
Les résultats des partielles enregistrés, dimanche après dimanche, prouvent bien que la mobilisation de tous est nécessaire sans relâche. Dans la 4e circonscription du Nord, le PS a perdu trop de voix depuis la législative de 1988, près de 9.000 ! Certes, cette banlieue bourgeoise de Lille n'a jamais été conquise par la gauche, même dans ses périodes de plus hautes eaux. Quand on sait la difficulté de mobiliser dans une partielle pour conserver un siège à gauche, comment réussir auprès d'électeurs qui n'ont jamais pu y croire ? De son côté, même dans un de ses bastions, la droite a perdu 4.500 voix au profit du FN et de l'abstention. La constatation s'impose, seul Le Pen mobilise ses troupes et il se nourrit au passage des voix de la droite. On comprend mieux, les déclarations de Chirac fustigeant l'école de pensée du Front national. Le PS n'a pas attendu ces considérations philosophiques pour prendre, sans les hésitations qu'on a connues à droite, sa position traditionnelle : faire barrage à l'extrême droite en appelant à voter pour le candidat républicain.
Cette position n'est certes pas très glorieuse et laisse de côté nos capacités de rassemblement du second tour qui subsistent. Terrible frustration. Il faut regarder et analyser les situations de plus près. Si trop de nos électeurs restent chez eux et boudent nos candidats, c'est surtout que la politique du gouvernement leur apparaît souvent trop loin d'eux. Il s'agit d'abord et surtout de la sensibilité sociale, du souci du quotidien qui semble oublié au profit des impératifs économiques ou financiers. L'apparence l'emporte-t-elle sur les réalités ? Nous l'espérons.
Il faut faire mieux et plus fort, face à ceux qui capitulent trop vite, face à ceux qui tirent l'échelle. Car, voyons de près ce que l'on oublie. Nous devons faire savoir que la situation de l'économie française, déjà bonne, s'améliore dans des secteurs restés fragiles. Bravo au commerce extérieur dont le déficit décroît depuis quelques mois. Bravo à la Sécurité sociale dont le déficit se réduit après les efforts du gouvernement pour freiner les dépenses de santé. Au même moment, la France peut afficher un taux d'inflation de 3,1% et un début de stabilisation, discrète, de l'augmentation du chômage. "Nous ne devrions pas arriver au chiffre des 3 millions de chômeurs", a promis Pierre Bérégovoy. Enfin, l'annonce de l'accord Bull-IBM en informatique montre bien que le potentiel industriel français est apprécié par les étrangers les plus exigeants, même si les nationalisations de 1981 l'ont raccroché à la puissance publique. En affaires, les Américains ne sont pas réputés faire la charité, surtout à l'étranger.



Délocalisations

Le mot n'est pas plaisant. J'ignore quel linguisto-technocrate a inventé ce vocable-là. Il n'a en tout cas pas servi la cause qu'il croyait défendre. Comme si, faute d'un meilleur terme, la décision de "délocaliser" était purement négative, comme s'il s'agissait non pas d'équilibrer, mais de démolir et de déchirer.

Or, la réalité est très différente. La France reste un pays trop concentré. Les grandes administrations, les grandes entreprises sont presque toutes installées à Paris. L'espace français, qui pourrait être le plus harmonieux d'Europe, ne l'est pas. D'où les encombrements, les pollutions, les coûts, les désagréments, les blocages. Il fallait donc décider.

Encore fallait-il que les décisions nécessaires fussent préparées et concertées avec soin. Chacun mesure les difficultés liées au changement de cadre pour le personnel concerné, pour les conjoints, pour les familles. Le gouvernement a pris des mesures d'accompagnement en ce sens et affirmé la règle du volontariat. C'est indispensable. Il reste qu'un meilleur aménagement du territoire est essentiel. Trente ans après, les pouvoirs publics ont raison de refuser "Paris et le désert français". Oui, donc, -avec cet accompagnement-là- aux décentralisations.

Laurent Fabius

Quant à la place de la France dans le monde, et au sort des Français, il apparaît clairement comme privilégié, et pas seulement par rapport à ce que l'on appelle le "tiers monde".
Le Parti socialiste est porteur de ces messages, il le fait et doit continuer à le faire. Il se trouve aujourd'hui en ordre de bataille pour les échéances de 1992 et 1993 et présente au pays un Projet qui vient d'être adopté à une très large majorité. A nous encore de le populariser dans les mois qui viennent. Car, en face, la droite n'a ni message intelligible ni stratégie unitaire. Elle tente de faire oublier par de grandes promesses sur les estrades ses accords avec l'extrême droite pour gérer les régions, qui étaient autant de marchepieds au FN. A la gauche de se serrer les coudes, les atouts ne lui manqueront pas si elle sait sortir de sa morosité. Le spleen et le doute ne sont plus de saison. Debout, la gauche !

Lyne Cohen-Solal

DES OUTILS CONTRE LE FRONT NATIONAL

Parce que le Front national représente un mal absolu, il doit être combattu absolument. "C'est pourquoi, ajoute Gérard Lindeperg, secrétaire national chargé de la Formation, la lutte contre l'influence du Front national doit être l'une de nos priorités politiques. Il ne suffit pas de protester contre le phénomène Le Pen. Il faut attaquer le mal à la racine. C'est pourquoi nous devons agir sur le terrain social où s'enracine un "populisme fascisant" qui menace nos libertés et la cohésion de la société française."
Chacun sait combien la logomachie de Le Pen est efficace et quels ravages provoquent ses démonstrations faussement argumentées.
Ce qu'il faut, c'est répondre point par point. Réduire les sophismes, dire ce qu'est l'idéologie nationale-populiste, débusquer les ramifications du Front national et les identités cachées de l'extrême droite, dénoncer les contre-vérités, répliquer à la calomnie. Il faut de la méthode, il faut des arguments.



Le secrétariat national à la Formation vient d'éditer le troisième et dernier volume de la série intitulée "LES OUTILS POUR L'ACTION".
Les militants connaissent déjà les deux premiers tomes.

1. *"Lutter contre l'extrême droite"* *présente les moyens d'isoler le Front national (identification et méthode) et un argumentaire sur une quarantaine de thèmes les plus souvent exploités*

2. *"Mieux connaître l'extrême droite"* *dresse le tableau historique et actuel des formes prises en France et à l'étranger par les mouvements idéologiques et politiques d'extrême droite.*
Contributions de Josée Chombart de Lauwe, Claudine Guitonneau et Pascal Perrineau.

Le tome **3**, *qui vient de paraître,* ***"Agir contre l'extrême droite"*** *répondra immédiatement à l'attente de ceux qui veulent lutter contre le Front national sur son terrain. Il contient :*
- *fiches argumentaires thématiques ;*
- *exemples d'actions précédemment menées, avec leurs résultats ;*
- *exemples de tracts (le Front national et... la Sécu, le logement, le social, l'école, la solidarité, la morale, la sécurité, etc.).*

Les trois volumes des "OUTILS POUR L'ACTION" sont disponibles au secrétariat national à la Formation, Parti socialiste, 10 rue de Solferino, 75007 Paris (n°1 : 30 F, n°2 : 50 F et n°3 : 50 F).

les socialistes face aux bourrasques

Le Parti socialiste réunira, samedi, son comité directeur dans un climat politique très défavorable. Il s'efforcera de faire front et de préparer la ratification des accords de Maastricht.

Depuis 1981, les socialistes n'ont jamais été autant pris dans la nasse qu'en ce début d'année. Quoi qu'ils disent ou fassent, au gouvernement comme au PS, ils sont victimes d'un violent rejet comme l'ont attesté la manifestation contre le racisme du 25 janvier et le résultat des élections partielles du week-end dernier. "Le PS est devenu un punching-ball : on se défoule sur lui", constate Henri Weber.
Certes, les scrutins intermédiaires ne sont jamais favorables au pouvoir. Et la circonscription du Nord, où le PS a subi son plus spectaculaire revers, a toujours été solidement ancrée à droite. Deux facteurs qui tendraient à relativiser l'échec de la gauche. Mais le recul du PS dans d'autres départements montre que le divorce entre le parti au gouvernement et sa base ne cesse de s'accroître. Le PS perd une partie de son électorat qui préfère se réfugier dans l'abstention... ou chez les écologistes. Phénomène conjoncturel ou durable ? Que faire pour renverser la tendance ? Ces questions animeront en partie le prochain comité directeur -le premier depuis l'élection de Laurent Fabius-, qui se tiendra à La Villette, samedi. Elles nourriront un débat de politique générale au cours duquel les socialistes essaieront de combattre une sinistrose qui gagne le pays de manière abusive. "La situation politique est difficile mais non désespérée, explique Gérard Lindeperg. Si les indicateurs d'opinion sont au rouge, les indicateurs économiques et sociaux, à l'exception du chômage, sont au vert. Par rapport aux autres pays, la France n'a pas à rougir de ses résultats. Le sens du comité directeur est donc de faire front pour renouer le dialogue avec l'opinion, avec ténacité mais aussi humilité."

LES ENJEUX DE MAASTRICHT

Le PS s'efforcera de recadrer le débat politique. "Nous allons continuer notre lutte contre l'extrême droite, estime-t-on à la direction du PS. Car il est nécessaire de développer une nouvelle approche plus concrète visant à montrer les aspects les plus cachés du Front national, c'est-à-dire les avantages qu'il réserve aux forts et les dangers dont il menace les faibles, notamment sur le plan social. Mais nous devons également éviter de nous laisser endormir par la droite. Il est important de continuer à analyser les propositions du RPR et de l'UDF et leurs pratiques à l'égard de l'extrême droite."
Les élections régionales seront aussi à l'ordre du jour du comité directeur. Une quinzaine de listes suscitant des litiges devaient être bouclées par le bureau executif, mercredi. Elles seront entérinées samedi. Le PS a l'intention de mener une campagne centrée sur les enjeux départementaux et régionaux des élections des 22 et 29 mars.
Enfin, le comité directeur planchera sur la ratification des accords de Maastricht. Elisabeth Guigou et Roland Dumas ont été invités à intervenir sur le sujet. Le traité sera signé par les Douze, le 7 février. Les socialistes vont donc débattre des enjeux de cette nouvelle étape dans la construction européenne et de ses implications de politique intérieure. Une manière d'expliquer la politique gouvernementale si mal perçue depuis quelques mois mais aussi de préparer les prochaines batailles politiques. Car l'Europe peut donner l'occasion aux socialistes de reprendre l'initiative. Elle constitue un important thème de division de la droite que le gouvernement et le PS auront tout intérêt à exploiter. Il faudra bien qu'un jour la roue tourne à nouveau en faveur de la gauche.



Jean-Pierre Bedeï

FAUX ET USAGE DE FAUX ?

l'arroseur arrosé

Quand le journaliste phare de TF1 est pris la main dans le sac.

On peut voir dans un film américain, "Broadcast news", un présentateur vedette de télévision rajouter un plan à son interview d'une femme violée. La petite larme qu'il essuie lui vaut un fort succès auprès du public et de ses directeurs de chaîne. Il n'y perdra que l'amour d'une directrice de l'information (qui n'est pas Michèle Cotta) à cheval sur la déontologie journalistique. Ce genre de manipulation télévisuelle, Patrick Poivre d'Arvor pense que "c'est de la triche". Il l'a dit il y a à peu près un an à Pierre Carles, pour "Culture pub", sur M6.

Le malheur, c'est que tout porte à croire que PPDA a "triché". Ce sont les journalistes de "Télérama" qui ont débusqué le "mensonge". PPDA, le 16 décembre, a présenté "une interview exclusive" de Fidel Castro. Or, il s'agit d'une conférence de presse du dirigeant cubain devant la presse internationale où Patrick Poivre d'Arvor et Régis Faucon étaient présents mais n'auraient, si l'on se réfère à la cassette fournie par les autorités cubaines, posé aucune question. PPDA se défend maladroitement en affirmant que ses questions avaient été coupées dans la version officielle parce qu'elles auraient "irrité" le lider maximo. Explication démentie par les journalistes, que ce soit le correspondant du journal espagnol "El Pais" ou celui d'une agence de presse italienne.

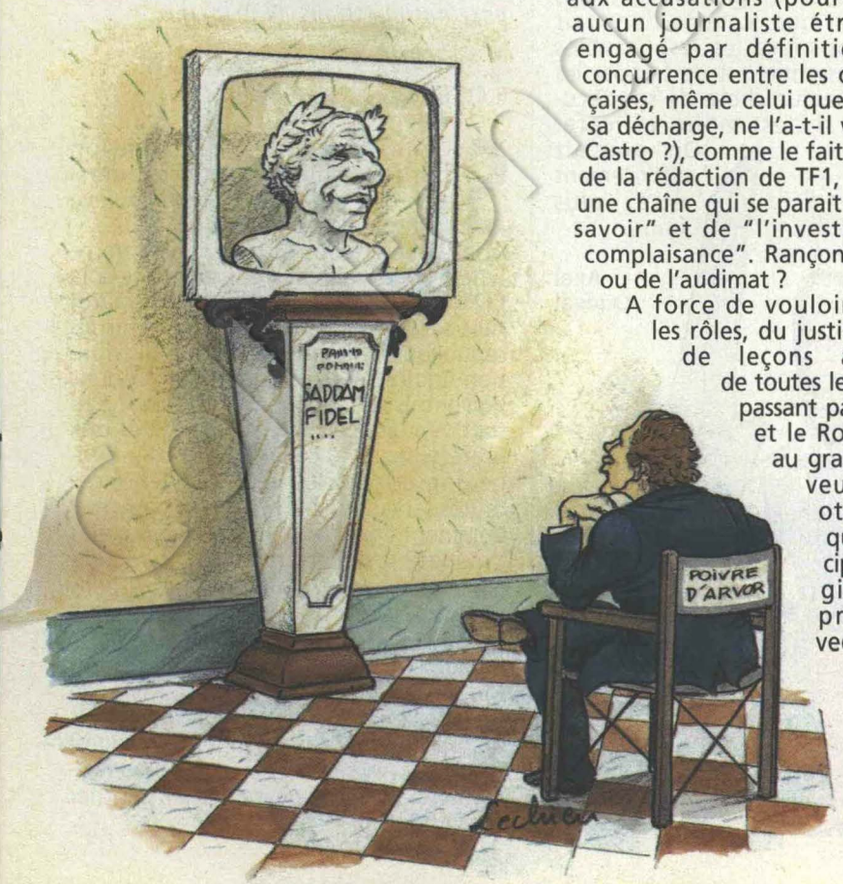
Pierre Carles, qui a réalisé un document démontant "l'énorme supercherie", fait témoigner une journaliste argentine. Elle aussi est formelle : PPDA a été muet. Il lui vole même une question après coup.

Le document de Carles est finalement passé à l'émission d'Antenne 2 de Thierry Ardisson "Double jeu" une semaine après qu'elle eut été retenue par la direction pour "des raisons de confraternité". De mystérieuses "raisons juridiques" intervenues entre temps ayant été levées, d'après Ardisson et les dirigeants de la chaîne. Carles pense que "ce procédé de la question enregistrée est en contradiction avec la charte des journalistes. Mais c'est une pratique qui n'a rien d'exceptionnel. Ce qui est exceptionnel, c'est l'amateurisme dont fait ici preuve PPDA et son équipe. Mais la pratique des faux directs est courante, petits mensonges présentés comme des problèmes techniques qui en justifient de plus gros".

Si PPDA n'est pas le seul à employer de tels trucages, si TF1 n'est peut-être pas l'unique chaîne à avoir "bidonné", il n'en reste pas moins qu'après les reconstitutions de Jean Bertolino (un reportage sur les soirées dans les catacombes organisé par ses soins), l'affaire Castro-PPDA tombe mal. Se draper dans sa dignité offensée sans répondre aux accusations (pourquoi diable aucun journaliste étranger, non engagé par définition dans la concurrence entre les chaînes françaises, même celui que PPDA cite à sa décharge, ne l'a-t-il vu interroger Castro ?), comme le fait la hiérarchie de la rédaction de TF1, décrédibilise une chaîne qui se parait du "droit de savoir" et de "l'investigation sans complaisance". Rançon de la gloire ou de l'audimat ?

A force de vouloir jouer tous les rôles, du justicier donneur de leçons à l'homme de toutes les cultures, en passant par le play-boy et le Robin des Bois au grand cœur sauveur de bébés otages, il y a quelques principes déontologiques que le présentateur vedette de TF1 a manifestement perdu de vue.

Bernard Chaouat



les zones de transit au banc des accusés

La gauche est confrontée au cas des zones de transit. Leur légalisation choque. Comment concilier humanité et maîtrise des flux migratoires ? L'avis du sénateur socialiste, Michel Dreyfus-Schmidt.

Les sénateurs socialistes ont refusé d'approuver le projet de loi créant des zones de transit pour étrangers en situation irrégulière et demandeurs d'asile. Etes-vous contre ces zones ?

Non. Il est normal qu'on ne le lâche pas dans la nature un clandestin sans papiers. Ce sont les accords de Schengen. Nous sommes pour exercer un contrôle rigoureux aux frontières et empêcher des flux migratoires trop importants. En droit, le clandestin n'est pas "retenu" : il peut repartir. En réalité, pour certaines destinations, il n'y a pas de vol chaque jour. Parfois, il faut attendre une semaine. Et ceux qui demandent l'asile politique attendent que le ministre statue. Pendant ce temps, ils ne sont pas libres de leurs mouvements non plus. Ce ne sont donc pas ces zones que nous mettons en cause. En revanche, nous n'avons pas accepté que les intéressés soient soumis à un maintien administratif sans contrôle judiciaire pendant vingt jours.

Le Parti socialiste s'abstenant sur un projet gouvernemental alors que la droite le vote, cela ne fait-il pas un peu désordre ?

L'idéal serait davantage de concertation. Mais on ne peut, d'un côté, déplorer un prétendu abaissement du rôle du Parlement et, de l'autre, attendre d'élus socialistes qu'ils soient des godillots. Nous avons été confortés par la position de la commission consultative des droits de l'homme. Philippe Marchand a promis que les associations humanitaires pourraient pénétrer dans les zones de transit et y assister les étrangers retenus. C'est positif. Le ministre de l'Intérieur dit qu'il y a des zones de transit, mais qu'elles n'ont pas d'existence légale. C'est vrai. Mais il faut faire attention à ce que, dès que la liberté d'aller et venir est en cause, les principes constitutionnels soient respectés. C'est pourquoi nous sommes satisfaits que le premier ministre Edith Cresson ait accepté de soumettre, comme l'avait fait Michel Rocard pour la loi Joxe, ce texte au Conseil constitutionnel.

Propos recueillis par B.C.

la CEI, l'Europe et les Etats-Unis

Faut-il que le président Bush soit en difficulté pour qu'il multiplie, sans trop de concertation avec ses alliés, les initiatives spectaculaires, cherchant désespérément à se refaire une popularité ?

La convocation à Washington du ban et de l'arrière-ban des puissances économiques mondiales pour discuter de l'aide à la CEI constitue un nouvel exemple d'une initiative dont l'objectif semble être davantage à caractère interne que d'aider réellement l'ex-Union Soviétique.
La plupart des pays participants se sont interrogés sur le sens réel de cette réunion. L'administration américaine ne courait cependant aucun risque, puisque personne ne voulait apparaître se désintéresser des difficultés de la CEI : tous ont fait le voyage.
La presse d'outre-Atlantique, qui a noté que cette réunion était une des plus imposantes à s'être tenue dans la capitale américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'en a pas moins fait état du maigre résultat obtenu par le rassemblement de cet impressionnant aréopage.

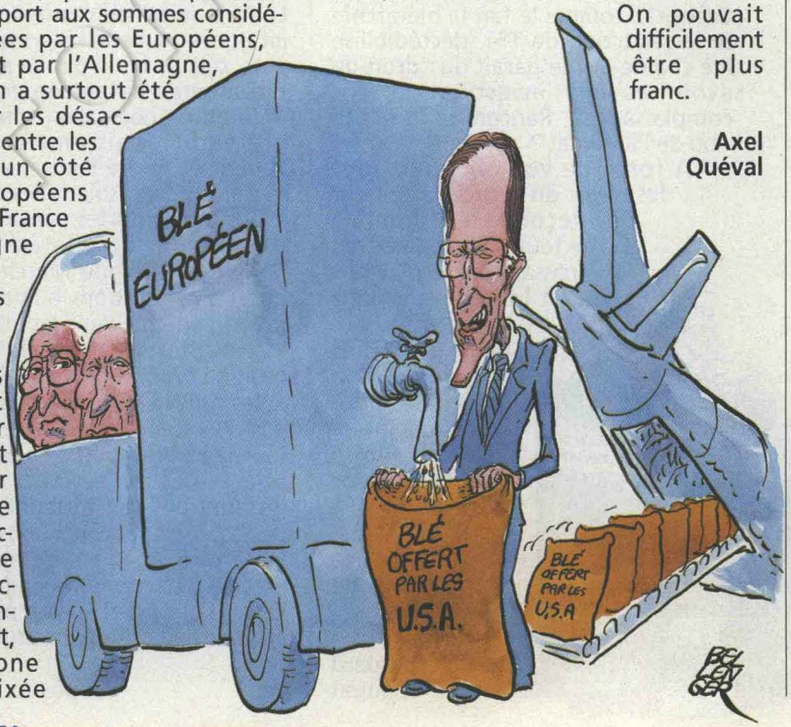
DES DESACCORDS ENTRE L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS

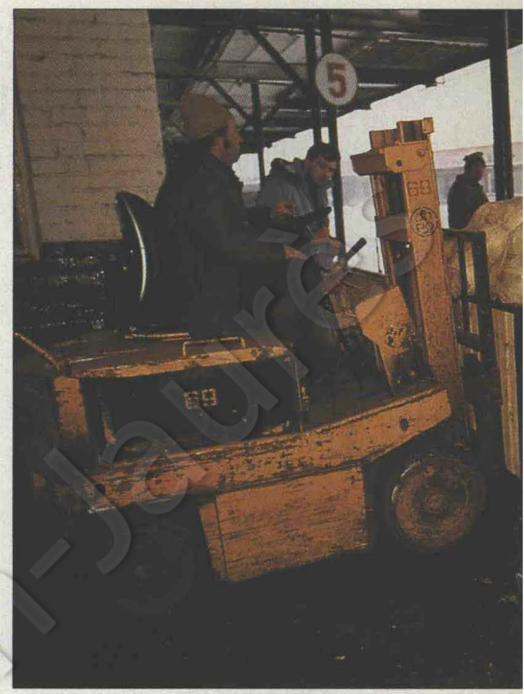
En effet, outre un accroissement de l'aide américaine, qui reste cependant faible par rapport aux sommes considérables allouées par les Européens, et avant tout par l'Allemagne, cette réunion a surtout été marquée par les désaccords ouverts entre les Etats-Unis d'un côté et les Européens menés par la France et l'Allemagne de l'autre.
Ces derniers ne voient pas pourquoi les Américains voudraient contrôler l'écoulement de l'aide par l'intermédiaire de l'OTAN, structure militaire s'il en est, strictement défensive de surcroît, et dont la zone d'activité, fixée par traité, ne recouvre que le territoire des Etats membres. De toute façon, le sommet du G-7 avait confié à la commission européenne le soin de coordonner l'aide occidentale, et cette dernière a mis en place à Moscou, et ailleurs, un embryon d'organisation approprié. Ce n'est pas en multipliant les structures que l'on facilitera l'écoulement de l'aide : la situation dans l'ex-Union Soviétique est suffisamment compliquée sans cela.

UNE AIDE TAPE-A-L'ŒIL

Finalement, l'aide américaine sera augmentée de 645 millions de dollars, ce qui est peu par rapport aux Européens, mais beaucoup compte tenu des difficultés budgétaires considérables auxquelles est confrontée l'administration américaine. Cependant, celle-ci sera acheminée par avion, malgré les remarques pertinentes des Allemands d'après qui ce mode de transport est plus cher et moins efficace. C'est que, comme l'ont fait remarquer sans fard les responsables américains, l'essentiel est de frapper les esprits par quelque chose de spectaculaire, même si c'est moins efficace.
On pouvait difficilement être plus franc.

Axel Quéval





aider surtout les hommes à se prendre en charge

L'aide alimentaire massive que les Occidentaux apportent à la CEI pose des questions de principe et se heurte à certains aspects pratiques.

Si elle répond à une situation d'urgence humanitaire incontestable, les questions qu'elle soulève sont cependant redoutables.
A la lumière d'autres expériences de ce type, est-ce vraiment rendre service à la CEI que d'agir de la sorte ? Quelles autorités sont actuellement en état, dans les républiques, de procéder à une distribution équitable et efficace ? Les produits doivent-ils être donnés ou vendus ? S'ils sont vendus, doivent-ils l'être à des prix préférentiels ou, comme certains le suggèrent, à leur coût réel, les bénéfices retirés servant à nourrir les plus pauvres ? Comment être sûr, en outre, que certains groupes ou régions n'utilisent pas cette aide à leur profit pour l'emporter dans des luttes politiques qui nous dépassent ? On sait aussi que bien des citoyens la perçoivent de plus en plus mal, ressentant l'humiliation de tendre la main, de donner l'image d'un pays de mendiants ou, pire, de gens malhonnêtes. La question est très sérieuse et les gouvernements et les ONG devraient s'y pencher avec attention.



▲ *Des circuits de distribution insuffisants et obsolètes.*

Autant de questions de fond -qui n'ont pas toutes encore, loin s'en faut, trouvé de réponses-, doublées de difficultés pratiques qui n'ont pas toutes, non plus, trouvé de solutions.

AIDER SANS HUMILIER

En effet, dans la réalité, une large partie de l'aide est soit détournée par les administrations, soit revendue par les magasins privés -pour l'essentiel dans les deux capitales Moscou et Saint-Pétersbourg.
Cette situation reflète l'état d'un pays où la conscience du bien n'existe pas, conséquence d'un système dont l'échec est entier sur tous les plans. Les circuits de distribution étatiques sont insuffisants, quand ils ne sont pas obsolètes, et fonctionnent sans aucun contrôle. Les nouveaux circuits privés sont à l'état embryonnaire et tournés vers la spéculation. C'est pourquoi les Occidentaux envisagent de procéder eux-mêmes à la distribution de l'aide. Mais n'est-ce pas risquer d'en accentuer le caractère humiliant et de développer une mentalité d'assistés ?
Aujourd'hui, ce qui apparaît déterminant, c'est de préparer les hommes et les structures à se prendre en charge et à sortir de l'irresponsabilité et de l'absence d'éthique héritées de l'ancien système.
A nous de peser pour y parvenir. A nous aussi de peser pour savoir où va l'aide et qui en bénéficie (même si on ne connaît pas ceux qui en ont le plus besoin), les autorités ne donnant aucune garantie sur son bon acheminement. En effet, la principale préoccupation des dirigeants russes actuellement est de tenter d'utiliser l'aide occidentale pour faire passer la pilule amère de la hausse vertigineuse des prix (un litre de lait atteint 30 à 40 roubles, alors que le salaire moyen est de 600/700 roubles environ).

Charles Urjewicz

EUROPE CENTRALE

l'Allemagne sort de sa réserve

La reconnaissance par l'Allemagne de la Slovénie et de la Croatie quelques jours après Maastricht provoque un tollé au sein de la CEE et fait naître des inquiétudes.

Quelle que soit sa motivation réelle, cette décision confirme la nouvelle orientation prise par la politique étrangère allemande depuis l'unification.
En 1991, l'Allemagne a fait subir à ses voisins une véritable douche écossaise. Accusée en janvier de ne pas vouloir prendre ses responsabilités, parce qu'elle refusait de s'engager militairement aux côtés de ses alliés dans la guerre du Golfe, elle n'a pas hésité fin décembre à reconnaître, seule, les deux républiques dressées contre le pouvoir de Belgrade, sans avoir reçu de leur part de réelles garanties et au risque de créer un dangereux précédent. Deux attitudes opposées, mais au bout du compte une seule et même crainte chez des Européens encore mal remis de l'unification : celle de voir l'Allemagne oublier ses engagements pour faire cavalier seul.
Il est vrai qu'avec une hausse des taux d'intérêt décidée presque au même moment par la Bundesbank, il y avait de quoi se montrer perplexe. Helmut Kohl qui, durant des mois, s'était fait le chantre de la construction européenne, trouvait soudain des accents martiaux pour saluer bruyamment la "grande victoire" de sa diplomatie, réveillant chez les observateurs le souvenir récent de ses tergiversations lorsqu'il s'était agi de reconnaître l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse. Certains ne manquèrent pas bien sûr d'évoquer le passé, surpris qu'ils étaient de voir un dirigeant allemand se départir du ton modéré de rigueur à Bonn depuis plus de quarante ans.
Dans cette affaire, le chancelier et Hans-Dietrich Genscher ont très certainement cédé à la pression des éléments les plus conservateurs de la coalition et à la vaste campagne orchestrée par certains journaux de droite durant l'automne.
Les raisons de cette décision sont à la fois plus nombreuses et plus complexes. Les Allemands se sentent d'abord particulièrement concernés par ce qui se passe en Yougoslavie. Cela est dû à la proximité géographique et à la présence en Allemagne de nombreux immigrés venant de ce pays. Quinze mois à peine après leur unification, il est en outre normal qu'ils soient plus que d'autres sensibles au sort de peuples luttant pour leur autodétermination. Plus prosaïquement, le geste de Bonn avait aussi pour but de limiter l'afflux de réfugiés en ouvrant une perspective de règlement du conflit. L'affaire des demandeurs d'asile a pris outre-Rhin des proportions considérables, leur nombre passant de 195.000 en 1990 en 255.000 en 1991.
Même si l'on trouve dans les allées du pouvoir à Bonn des nostalgiques de la "grandeur" allemande, on ne peut donc pas considérer la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie comme l'expression d'une stratégie politique visant à étendre l'influence de l'Allemagne au détriment de la solidarité européenne. Une telle stratégie aurait d'ailleurs très peu de chances de rencontrer un écho favorable dans la population.
Une fois de plus, on a tendance à juger l'Allemagne par rapport à son passé et l'opinion internationale a vu une démonstration de force là où il y avait surtout hésitations et gêne. Entre le conservateur Kohl et le libéral Genscher, l'harmonie est loin d'être totale. Ce qui explique que la ligne politique suivie par la diplomatie de Bonn ait pu parfois sembler sinueuse. En fait, cette incertitude est le reflet du trouble ressenti par la population. L'enthousiasme suscité par la suppression de la frontière internationale et la bonne santé de l'économie ont trop vite fait oublier que l'unification est aussi un traumatisme pour les Allemands. Des décennies de séparation ne s'effacent pas des mémoires aussi facilement.



▲ *Helmut Kohl à Maastricht, porte-parole d'une population chez qui l'idée européenne a depuis longtemps fait son chemin.*

Tout au long des quarante dernières années, l'Allemagne fut le bon élève de l'Europe et de l'Alliance atlantique. L'objectif principal de sa diplomatie était alors de préserver en Europe une stabilité qui garantissait sa sécurité. Unifiée et souveraine, elle doit aujourd'hui s'engager davantage pour définir une nouvelle politique étrangère. Comme ses voisins, elle le fera en tenant compte aussi de ses intérêts propres. Rien n'indique cependant que ceux-ci ne soient pas conciliables avec le grand dessein de la construction européenne.

Joël Bianco

ISRAEL

les chances de la gauche

En juin prochain, des élections législatives anticipées devraient se dérouler en Israël. La gauche peut-elle les gagner ?



▲ *A nouveau en concurrence : Shimon Peres et Itzhak Rabbin.*

"Cela dépend de nous. Il faut vouloir gagner", répond Shmuel Elgrabli, porte-parole du Parti travailliste, de passage à Paris. "Contrairement à ce que certains pensent, poursuit-il, la partie n'est pas perdue d'avance. Les derniers sondages créditent le Likhoud (droite) de 38% des voix et nous de 37%."

La bataille sera rude. Le Parti travailliste est parcouru de fortes divisions qui l'ont affaibli. Ecarté du pouvoir, il est revenu à la droite et au gouvernement d'Itzhak Shamir de mener les négociations de paix, à laquelle aspire une forte majorité de la population. Le Likhoud peut puiser là une dynamique de victoire. D'autant qu'au cours de leur dernier congrès (novembre-décembre 1991), les travaillistes ont précisé qu'ils soutiendraient l'action du premier ministre sur ce point si l'extrême droite quittait le gouvernement, ce qui vient de se produire. "C'est pourquoi, précise encore Shmuel Elgrabli, conscients de ces difficultés, nous avons, au cours de notre congrès, adopté des positions politiques importantes et défini un nouveau mode d'élection du président de notre parti et de ses candidats aux élections. Les militants devraient retrouver la volonté de se battre."

Les travaillistes se sont prononcés pour le soutien au processus de paix, le dialogue avec les Palestiniens et pour une confédération jordano-palestinienne, à laquelle Israël pourrait participer sur le plan économique. Dans ce domaine, comme sur le plan social, la situation d'Israël n'est pas bonne, estiment-ils. Avancer des solutions sur ces terrains leur paraît aussi important que la paix. Ainsi prévoient-ils la privatisation de nombreux secteurs (à l'exception des sources d'énergie et de la sécurité) et une refonte du système de protection sociale géré actuellement à 80% par la Istadrouth. Ils considèrent en outre que la façon dont l'actuel gouvernement a traité le dossier de l'immigration des juifs russes (450.000 personnes en deux ans) est un échec : trop de logements (vides) et pas assez d'emplois.

"Contrairement à une idée reçue, explique encore Shmuel Elgrabli, les juifs russes ne sont pas viscéralement hostiles à la gauche. Ils souhaitent avant tout un travail (qui implique souvent pour eux une reconversion professionnelle) et la sécurité. Ils ne les ont pas avec Shamir."

C'est aussi de l'élection directe du président de leur parti par ses 160.000 adhérents que les dirigeants attendent la mobilisation dans cette campagne. "Cette innovation de notre fonctionnement interne, confie le porte-parole, devrait permettre d'apaiser les conflits et de donner au nouvel élu la possibilité de diriger le Parti pour le mener à la victoire." Chacun connaît la concurrence quasi légendaire qui oppose Shimon Peres à Itzhak Rabbin. Le premier est plus populaire au sein du Parti, l'autre a les préférences de l'électorat. Nul ne peut dire aujourd'hui qui, des cinq candidats déclarés (1), l'emportera le 19 février prochain.

Cette nouvelle dynamique interne et un programme économique et social ambitieux seront-ils suffisants pour redonner au Parti travailliste confiance en lui-même et convaincre les électeurs que la gauche est plus à l'aise au pouvoir que dans l'opposition et qu'elle a, plus que la droite, vocation à faire la paix ? Réponse en juin prochain.

Ghislaine Toutain

(1) Outre Shimon Peres et Itzhak Rabbin, Israël Caesar, secrétaire général de la Istadrouth, Ora Namir, présidente de la commission des Affaires sociales de la Knesseth et Moshe Kristein, militant, ont fait connaître leur candidature.

■ FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAEL AVANT LA FIN DE L'ANNEE ? ■

A l'invitation du Parti travailliste, onze journalistes représentant l'ensemble de la presse israélienne se sont rendus en Allemagne et en France. Objectif de la mission : mieux connaître les positions des partis social-démocrate et socialiste après la chute du communisme et renforcer les liens entre Israël et les deux Etats européens.

A Paris, le séjour et les rencontres ont été organisées par la Fondation Jean-Jaurès, présidée par Gérard Collomb. Le point le plus marquant de leur visite dans la capitale française a été une entrevue informelle et chaleureuse avec François Mitterrand. Le président français a souhaité resserrer les liens d'une longue amitié avec Israël. Il a annoncé son intention de s'y rendre dans quelques mois, son dernier voyage dans ce pays remontant à 1981.

G.T.

BREF... EN BREF... EN

■ **La France signera le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), conformément à un engagement contenu pour la première fois dans le plan de désarmement français présenté en juin.**

■ Première à l'ONU : le 31 janvier, les chefs d'Etat et de gouvernement membres du Conseil de sécurité devaient se réunir à New York. C'est François Mitterrand qui, le 3 mars 1990, avait avancé l'idée d'une telle rencontre. Trois questions à l'ordre du jour : donner au nouveau secrétaire général, Boutros Boutros Ghali, les moyens de faire fonctionner l'organisation, faire de la Russie un nouveau membre permanent, adopter une déclaration commune sur les questions de sécurité, par laquelle la Russie souscrit aux engagements pris par l'URSS.

■ **Stupeur feutrée à l'ONU, après l'élection d'un Iranien 3e vice-président à la commission des Droits de l'homme (les deux autres sont tunisien et australien). L'Iran est connu pour rejeter les droits de l'homme : tortures, exécutions massives, arrestations arbitraires y ont été récemment dénoncées par Amnesty international.**

■ Israël : le gouvernement Shamir a survécu aux cinq motions de censure déposées à la Knesset. Le premier ministre n'a plus de majorité après la démission des deux ministres d'extrême droite. Mais ces formations politiques ont refusé de joindre leurs voix à celles de la gauche.

■ **Les négociations multilatérales entre Israël et les Etats arabes se sont ouvertes le 28 janvier à Moscou. Quatre groupes de travail ont été constitués, sur le contrôle des armements, la coopération économique régionale, l'eau, l'environnement. Une commission sur les réfugiés devait être créée. Les Palestiniens, qui souhaitaient modifier la composition de leur délégation, n'ont pas obtenu satisfaction et ont préféré ne pas participer aux réunions. La Syrie et le Liban ont fait de même, pour des raisons différentes. Le secrétaire d'Etat américain, James Baker, s'est malgré tout déclaré "optimiste" sur la poursuite du processus de paix.**

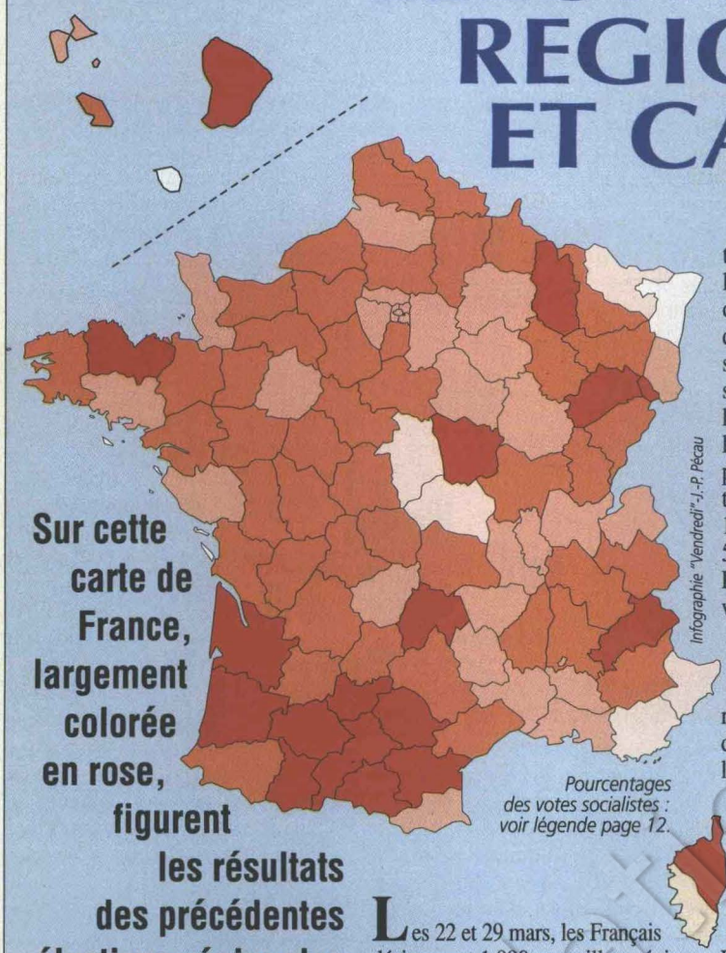
■ Objectif de la visite de François Mitterrand dans le sultanat d'Oman : relancer la coopération, notamment militaire, mais aussi économique, avec ce pays pétrolier du Golfe.

■ **Optimisme à Belgrade. Le responsable onusien des opérations de maintien de la paix estime "qu'un pas en avant a été fait", après un entretien avec les Serbes de Croatie, hostiles jusqu'à présent au plan de paix de l'ONU. Le cessez-le-feu, en vigueur depuis le 3 janvier, n'est troublé que par des incidents mineurs.**

■ Boris Eltsine et James Baker se sont rencontrés le 29 janvier à Moscou.

DOSSIER

ELECTIONS REGIONALES ET CANTONALES



Infographie "Vendredi" J.-P. Pécau

Pourcentages des votes socialistes : voir légende page 12.

Sur cette carte de France, largement colorée en rose, figurent les résultats des précédentes élections régionales (16 mars 1986), premières du genre. Les conseils régionaux vont être renouvelés, ainsi que la moitié des conseils généraux. Chaque semaine, "Vendredi" va faire le point, région par région. Aujourd'hui, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne.

Les 22 et 29 mars, les Français désigneront 1.890 conseillers régionaux (dont 50 nouveaux sièges) et 2.018 conseillers généraux (la moitié des cantons). Au-delà du test politique national, l'importance de ces scrutins est liée aux pouvoirs que détiennent les collectivités locales, depuis les lois de décentralisation : aide sociale, transports, équipement, collèges pour les conseils généraux ; aménagement du territoire, environnement, formation, enseignement secondaire pour les conseils régionaux... Sans oublier les compétences revendiquées par certaines régions, tel l'enseignement supérieur. Car la croissance des budgets des instances locales est allé de pair avec celle de leurs pouvoirs. En 1991, les dépenses des départements métropolitains (hors Paris) se sont élevées à 170 milliards et celles des régions à 55 milliards.

L'enjeu, pour les Français, c'est leur vie quotidienne. Aussi, même si la suspicion envers les politiques touche moins les élus locaux que les parlementaires, il serait dangereux de se laisser aller à la tentation de l'abstention, sous prétexte que les scrutins de mars ne représentent pas d'enjeux nationaux. Ensuite, on peut craindre que les électeurs n'y voient l'occasion de manifester une mauvaise humeur à l'égard de la politique gouvernementale. Pourtant, selon Pascal Perrineau (directeur du CEVIPOF*), le couplage régionales-cantonales pourrait renforcer la prédominance des logiques locales ("Libération", 14 janvier).

Les socialistes dirigent deux régions sur vingt-deux (Limousin et Nord-Pas-de-Calais). En 1986, premières élections régionales au suffrage universel direct, couplées avec les législatives, les socialistes recueillirent 30% des suffrages, soit 552 élus sur 1840. Ce scrutin par département (des listes régionales sembleraient plus logiques) et proportionnel limite les majorités absolues dans les régions (douze sur vingt-deux seulement en 1986). Et, du coup, la droite a passé alliance avec l'extrême droite dans cinq régions et pourrait être tentée de récidiver après les prochaines élections dans plus de dix. Il sera donc intéressant d'observer, dans la semaine suivant le premier tour des cantonales (au cours de laquelle doivent être désignés les présidents des conseils généraux) quelle sera l'attitude de la droite. Enfin, on doit souligner, une fois de plus, que la surreprésentation des cantons ruraux dans les conseils généraux ne cesse de défavoriser la gauche (1.016 conseillers généraux sur 4067), par un découpage qui prend davantage en compte les km2 que les habitants.

Au cours des sept semaines à venir, "Vendredi" examinera, région après région, le déroulement de ces campagnes électorales locales et les débats qu'elles soulèvent. Ce sera également l'occasion de faire le point sur l'état des forces politiques, notamment socialistes, par département et par région.

Premier dossier : **NORD-PAS-DE-CALAIS, CHAMPAGNE-ARDENNE ET PICARDIE.** ■

**CEVIPOF : Centre d'études de la vie politique française.*

Dossier préparé par Maryline Trassard

◆ LES SCRUTINS ◆

Les Français éliront conseillers régionaux et conseillers généraux (dans un canton sur deux), selon deux modes de scrutin différents.

• Conseils régionaux

Scrutin de liste proportionnel à un tour et par département (chaque liste, dans chaque département, compte autant de candidats que de sièges à pourvoir). La répartition des sièges s'effectue (pour les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés) selon la règle de la plus forte moyenne.*

• Conseils généraux

Scrutin majoritaire à deux tours, par canton. Pour être élu au premier tour, le candidat doit obtenir la majorité absolue (et 25% des électeurs inscrits). Peuvent se maintenir, au second tour, les candidats ayant obtenu des suffrages représentant au moins 10% des inscrits.

Le 22 mars, les électeurs déposeront donc, dans deux urnes différentes, une enveloppe orange (régionales) et une enveloppe bleue (cantonales). Le 29 mars, aura lieu seulement le second tour pour les cantons en ballottage. Paris ne vote que le 22 mars.

Ces élections marquent la première étape du regroupement des élections locales limitant le nombre de dimanches électoraux (la multiplication des scrutins étant censée être un facteur d'abstentionnisme.) L'objectif est, à partir de 1998, une concomitance des régionales et des cantonales. Les conseillers généraux seront ainsi élus en totalité tous les six ans (comme les conseillers régionaux). La première étape de ce regroupement a consisté à allonger d'un an le mandat des conseillers généraux élus en mars 1985, tandis que la seconde consistera à écourter de deux ans le mandat des conseillers généraux qui, élus en 1994, seront renouvelés en 1998 avec l'autre moitié.

** Excepté pour l'assemblée de Corse, qui sera élue en deux tours dans le cadre régional.*



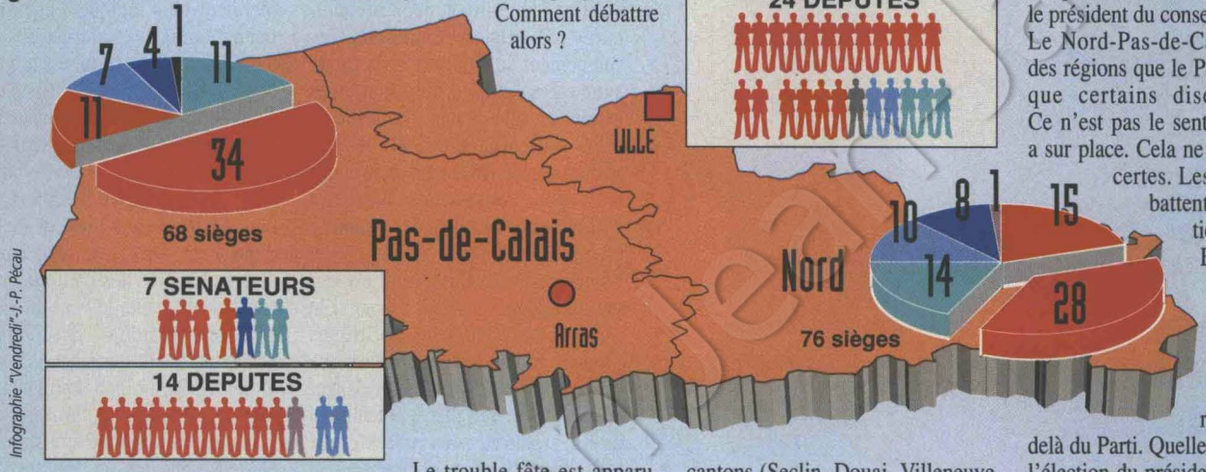
NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord-Pas-de-Calais : un bon bilan pour le PS. Enjeux : garder la région à la gauche et progresser dans les conseils généraux.





▲ *De haut en bas : Michel Delebarre (NORD) ; Noël Josèphe (PAS-DE-CALAIS).*



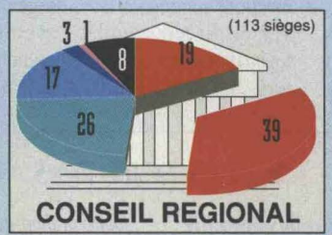
Prélude aux élections de mars, la législative partielle de Lille-ouest offre une satisfaction facile à la droite. Dans ce secteur très résidentiel, acquis depuis toujours au centre-droit, elle conserve le siège de J. Houssin, récemment décédé. Victoire en trompe-l'œil ? Les vagues de la morosité, entretenues et programmées par certains, ne secouent pas outre mesure les socialistes du Nord. Une locomotive, Michel Delebarre, file à travers le département défendre un bon bilan et présenter un programme.

Les socialistes sont fiers de ce qu'ils ont fait en six ans. Qui niera que la région, malgré les difficultés, bouge en tous domaines ? Les plus spectaculaires étant l'enseignement (plus de la moitié du budget) et les infrastructures (TGV, tunnel, etc.).

C'est sans doute cette campagne offensive qui gêne le plus l'opposition de droite, groupée derrière J. Legendre, maire RPR de Cambrai, ancien ministre. De ce côté, une critique répétée et parfois haineuse des socialistes n'a pas encore laissé place à un vrai programme. Comment débattre alors ?

Le trouble-fête est apparu, il est vrai, en la personne de J.-L. Borloo, maire de Valenciennes -candidat médiatique, comme dit Pierre Mauroy- qui rêve de rééditer son exploit des municipales de 1989... Le PC, derrière Alain Bocquet, défend âprement ses positions... sans ménager le PS. Air connu.

Restent les Verts : G. Hascoet, adjoint au maire de Lille, mène la liste. Mais Génération écologie est présente. Et le gendre de Le Pen conduit le FN.



	NORD	PAS-DE-CALAIS	REGION
Population (habitants)	2.531.855	1.433.203	3.965.058
Variation recensement 1982→1990	+ 0,45 %	+ 1,47 %	+ 0,82 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	93.400	76.500	87.300
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	12,6 %	12,3 %	12,5 %

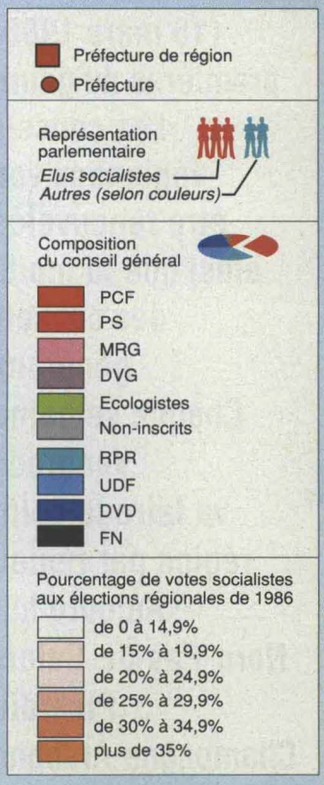
Pour les cantonales, dans ce département, le PS peut envisager de gagner deux des trois nouveaux cantons (Seclin, Douai, Villeneuve-d'Ascq) et même d'en reprendre un ou deux à la droite, ce qui améliorerait une bonne position (28 conseillers sur 76). Bernard Derosier, candidat renouvelable, qui fait état d'une action très efficace, ne sera sans doute pas menacé pour une nouvelle présidence.

Dans le Pas-de-Calais, Noël Josèphe, en président sortant de la région, défend son bilan avec ardeur. On trouve dans ce département à peu près le même panorama que dans le Nord, à cela près que s'y ajoute une liste de "Chasseurs, pêcheurs..." L'opposition -non sans mal et beaucoup de grogne au CDS- fait chorus derrière le maire du Touquet, L. Deprez. Les Verts sont conduits par une femme, M.-C. Blandin. Une liste soutenue par J.-L. Borloo est annoncée mais on ignore toujours (à cette heure), qui la conduira. Le fait important est le ralliement du maire de Boulogne-sur-Mer, J. Muselet (divers droite), à pareille initiative... Ce qui donnera à cette liste une certaine consistance, sur le littoral tout au moins. Les socialistes pensent pouvoir tenir leurs positions. Difficile... mais jouable, dit-on à la fédération. En tout cas, les résultats du Pas-de-Calais seront déterminants pour les comptes au plan régional.

Dans ce département, où le PS est très fort, la seule question est de savoir s'il gardera sa suprématie. Oui, assurément pour le conseil général : il y détient déjà 34 sièges sur 68 et, sur les 9 nouveaux cantons, il peut se tailler la part du lion, ce qui confortera Roland Huguet, le président du conseil général.

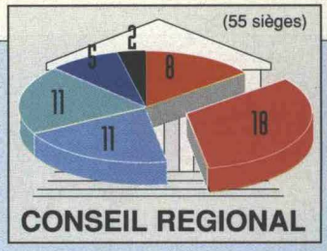
Le Nord-Pas-de-Calais est l'une des régions que le PS doit garder et que certains disent menacée. Ce n'est pas le sentiment que l'on a sur place. Cela ne sera pas facile, certes. Les socialistes se battent pour la direction de la région. Et la tête de liste Michel Delebarre s'impose comme une personnalité reconnue au-delà du Parti. Quelles alliances pour l'élection du président ? On préfère en ce moment aller en campagne pour réaliser le meilleur résultat. Et les thèmes de campagne ne manquent pas pour expliquer l'avenir promis à cette région au si riche passé.

Georges Sueur





PICARDIE



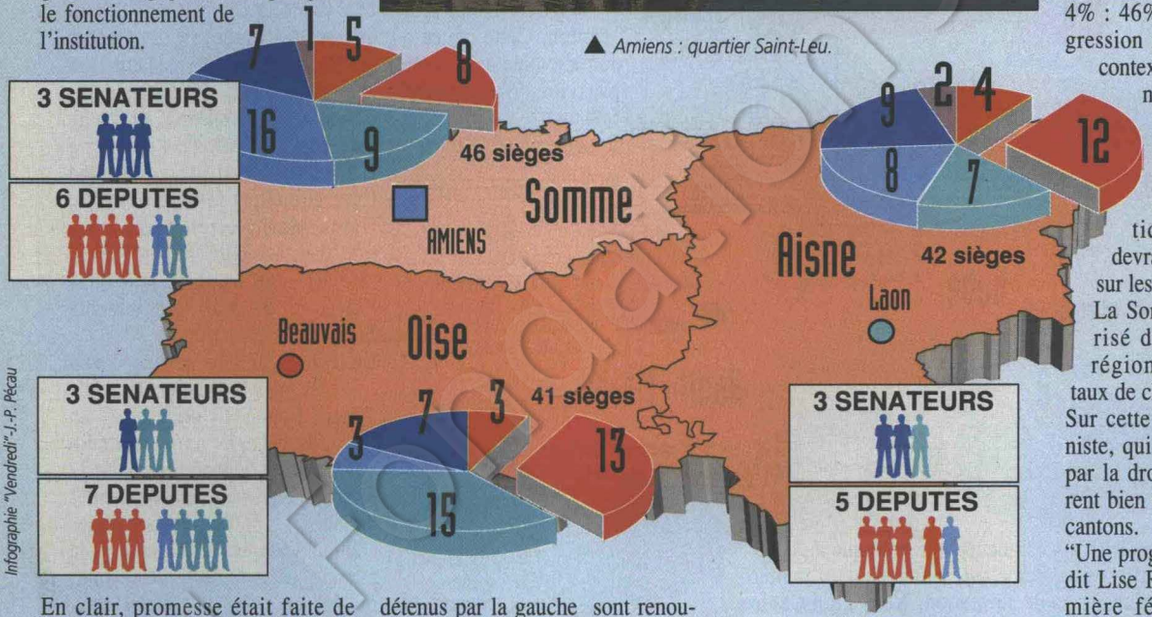
La Picardie est une terre de gauche, gérée par la droite. Une erreur ? Non, le choix du RPR et de l'UDF de s'allier avec Front national.

"O comme Oise, A comme Aisne, S comme Somme." Pierre Descaves, tête de liste du Front national dans l'Oise, est content de lui. Le tout fait : OAS, de sinistre mémoire. C'est un jeu de mots, un de plus.

C'est avec des gens tenant de tels propos que, depuis 1986, la droite gère la région Picardie. Une alliance en bonne et due forme avec l'extrême droite. Après les événements de Carpentras, qui avaient ému la France entière, Walter Amsallem, maire socialiste de Beauvais, ancien président de la région et aujourd'hui président du groupe socialiste, avait proposé à Charles Baur, l'actuel patron de la Picardie, de renoncer à son alliance avec l'extrême droite, les élus de gauche s'engageant à ne pas gêner le fonctionnement de l'institution.



▲ *Amiens : quartier Saint-Leu.*



Infographie "Vendredi" J.-P. Pécau

En clair, promesse était faite de s'abstenir sur le vote du budget. La réponse vint nette et sans appel : ce fût non.

Pour Yves Rome, conseiller général et premier secrétaire fédéral de l'Oise, "tout est à reconquérir : la région, perdue en 1986, le département, perdu lui en aussi." Possible ? Peut-être.

Difficile d'avancer un pronostic, tant la situation est troublée par l'arrivée de nouvelles formations : les écologistes mais aussi, et ils sont importants dans la région, les organisations "Chasse, pêche, nature et tradition". Dans l'Oise, pourtant, seulement cinq cantons détenus par la gauche sont renouvelables contre seize actuellement de droite. "Si la situation nationale était meilleure, le tirage serait jouable. Nous faisons tout pour que cela le soit." Et, de fait, la Picardie en aurait bien besoin. Région carrefour entre le Nord et l'Ile-de-France, elle subit l'attraction de Paris. Elle est la première région pour la mobilité ferroviaire. Sur ce point, les socialistes se sont toujours battus pour que leurs départements intègrent la zone de la carte orange des transports parisiens. Mais ce dossier n'a jamais été vraiment poussé par la majorité locale. "La droite n'a rien fait pour préparer l'avenir : nous sommes, notamment, la dernière région en ce qui concerne les investissements dans la formation professionnelle", ajoute Yves Rome.

Dans l'Aisne, les listes ne sont pas encore définitivement arrêtées et Michel Vignal, le premier fédéral, avoue que le combat risque d'être rude pour arriver à prendre la présidence du département. L'Association des démocrates, animée par Jacques Pelletier, pourrait peut-être obtenir quelques sièges. A l'occasion d'une cantonale partielle -celle du Nouvion-en-Thiérache, la gauche a augmenté ses voix de 4% : 46% contre 42%. Une progression non négligeable dans le contexte actuel mais, il est vrai, non suffisante. L'Aisne est un département à dominante agricole et les incertitudes qui pèsent sur la réforme de la politique agricole commune devraient avoir des incidences sur les résultats du scrutin.

La Somme est le plus défavorisé des départements de la région avec, notamment, un taux de chômage supérieur à 11%. Sur cette ancienne terre communiste, qui est détenue aujourd'hui par la droite, les socialistes espèrent bien en mars gagner quelques cantons.

"Une progression lente mais sûre", dit Lise Rochowiak-Moreau, première fédérale de la Somme. Ajoutant, ce qui semble valable pour toute la région : "Cela dépendra de l'idée que se feront les gens du PS sur le plan national."

Philippe Navarro







▲ *De haut en bas : Michel Vignal (Aisne) ; Walter Amsallem (Oise) ; Francis Lecul (Somme).*

	Aisne	Oise	Somme	Region
Population (habitants)	537.259	725.603	547.825	1.810.687
Variation - recensement 1982→1990	+ 0,61 %	+ 9,64 %	+ 0,60 %	+ 4,04 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	91.700	93.100	88.300	91.200
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	10,7 %	8,6 %	11,5 %	10,1 %

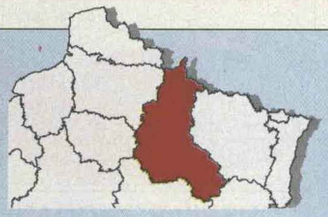








De haut en bas : Jean-Paul Bachy (ARDENNES) ; Jean Weinling (AUBE) ; Jean-Claude Fontalirand (MARNE) ; Guy Baillet (HAUTE-MARNE).



CHAMPAGNE-ARDENNE

Malgré ses divisions, la droite devrait conserver une région qui s'assoupit dans l'immobilisme. Sans se décourager, les socialistes engagent la campagne électorale dans l'unité.

Si des turbulences secouent les élections régionales, elles ne proviendront certainement pas de Champagne-Ardenne.

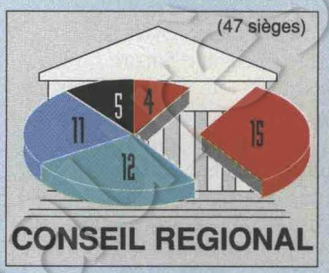
De pétillant, cette région n'a que son savoureux produit emblématique. La vie politique y est plutôt atone. Aucun dirigeant charismatique n'a réussi à s'imposer et à incarner la région. Seul, Bernard Stasi bénéficie d'une image nationale. Mais le député-maire d'Epernay ne se présentera ni aux régionales ni aux cantonales. En Champagne-Ardenne, la droite est dominante. Non seulement elle contrôle la région, mais aussi les quatre conseils généraux et les deux principales villes, Reims et Troyes. Cependant, cette mainmise n'est pas écrasante car, sur les quatorze députés, sept sont socialistes, et la plupart des villes moyennes sont aux mains du PS. Enfin, au conseil régional, la droite ne dispose que d'une majorité relative. Son président, J. Kaltenbach (RPR), peut gouverner sans s'allier au Front national... grâce à l'abstention des socialistes, notamment lors du vote du budget.

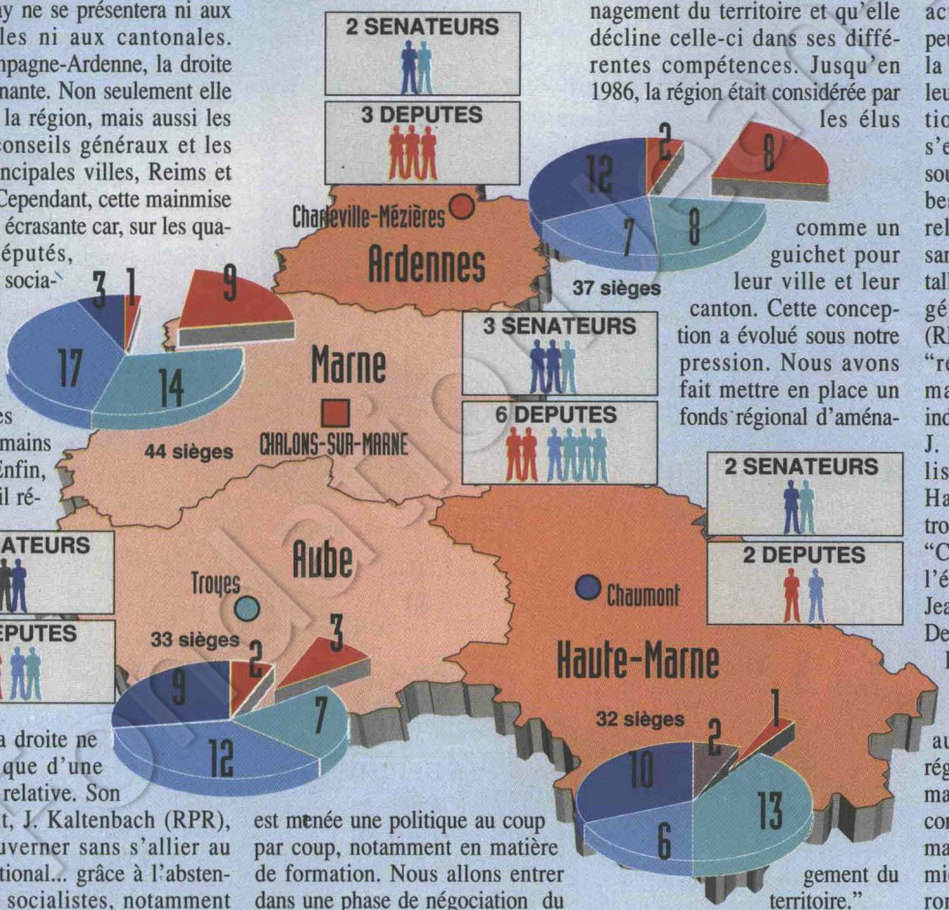
La gauche ne cautionne pas pour autant toute l'action de la majorité du conseil régional : "Nous ressentons la nécessité de donner une cohérence à la politique régionale en matière de programmation, explique Jean-Claude Fontalirand, président du groupe socialiste au conseil régional et tête de liste dans la Marne. Actuellement, est menée une politique au coup par coup, notamment en matière de formation. Nous allons entrer dans une phase de négociation du prochain contrat de plan Etat-région. Il ne faut pas que cela se passe comme la fois précédente, c'est-à-dire sans réflexion ni préparation régionale. Les départements et les grandes villes doivent être associés à la négociation. Nous sommes partisans d'une contractualisation tous azimuts. Notre objectif est que la région se fixe une véritable politique d'aménagement du territoire et qu'elle décline celle-ci dans ses différentes compétences. Jusqu'en 1986, la région était considérée par les élus comme un guichet pour leur ville et leur canton. Cette conception a évolué sous notre pression. Nous avons fait mettre en place un fonds régional d'aménagement du territoire."

Mais les socialistes sont réalistes. Ils savent que la région, plombée dans son immobilisme, restera acquise à la droite à l'issue du scrutin de mars. D'autant que, comme partout, ils devraient subir les effets de l'impopularité actuelle du PS. Cependant, ils peuvent jouer sur les divisions de la droite pour tirer relativement leur épingle du jeu. Une génération montante de "quadras" s'efforce de donner un nouveau souffle à une région qui en a bien besoin. Elle voudrait prendre la relève d'un personnel politique sans grand relief et qui s'est installé confortablement dans la longévité, à l'image de R. Galley (RPR), maire de Troyes. Parmi ces "rénovateurs", C. de Rouvre, maire de Chaumont, et riche industriel, a décidé de s'opposer à J. Kaltenbach. Il présentera une liste socio-professionnelle en Haute-Marne et en patronnera trois dans les autres départements. "Cela risque de faire mal dans l'électorat de droite", commente Jean-Claude Fontalirand.

De leur côté, les socialistes se sont lancés dans la bataille électorale dans l'unité. Ils ont préparé un fonds de campagne commun aux quatre départements de la région, choisissant, comme thèmes majeurs, les infrastructures et les communications, la formation et la matière grise, les activités économiques, le cadre de vie et l'environnement. Des options qui ont pour but de conférer, enfin, une véritable identité à la région Champagne-Ardenne.

J.-P.B





Infographie "Vendredi" - J.-P. Pécau

	ARDENNES	AUBE	MARNE	HAUTE-MARNE	REGION
Population (habitants)	296.357	289.207	558.217	204.067	1.347.848
Variation - recensement 1982→1990	- 1,98 %	- 0,03 %	+ 2,68 %	- 3,13 %	+ 0,14 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	86.100	99.300	115.300	98.300	103.100
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	11,9 %	9,6 %	9,3 %	8,4 %	9,8 %

La semaine prochaine :
- BRETAGNE
- FRANCHE-COMTE
- LORRAINE

44e CONGRES DE LA CGT

un courant d'air frais

Il est différentes manières d'ouvrir une porte. Louis Viannet a choisi de l'entrouvrir tout doucement, de peur que des courants d'air n'agitent trop le 44e congrès de la CGT qui se déroule à Montreuil.

Ce sont les militants de base qui ont eu la parole les premiers, lors du montage vidéo qui ouvrait le 44e congrès de la CGT en présentant les débats préparatoires dans certaines sections. Des propos décapants, incisifs, jetant une lumière crue sur les insuffisances du syndicat. Dans un autre style, plus traditionnel, les deux banderoles qui surmontent la tribune officielle se veulent, elles aussi, annonciatrices de temps nouveaux : "Construisons la CGT de notre temps", "Changeons ensemble".

LA REALITE EN FACE

"Soyons lucides et osons regarder la réalité en face", a renchéri dimanche Louis Viannet dans son discours d'introduction, "l'affaiblissement est réel". "Le jugement que portent les salariés sur la CGT n'est pas toujours tendre ! Trop politique, pas assez indépendante, inféodée au PCF, négativiste, donneuse de leçons. Nous allons en débattre." Et d'appuyer sur les exigences "nouvelles" des salariés. Ils "veulent être partie prenante de l'élaboration des revendications. Cela nécessite une démarche revendicative vraiment indépendante, dégagée de toute pression (...). Ils veulent être non seulement associés, mais véritablement maîtres de la conduite et du déroulement de l'action, maîtres et juges de l'appréciation à porter sur les résultats."
Mais la lucidité s'est très vite transformée en réserves. S'engageant à défendre les intérêts des salariés "jusqu'au bout", Louis Viannet évoque "l'opposition irréductible entre ces intérêts et ceux des puissances d'argent", tandis que la mission de la CGT, loin d'être "un syndicat accommodant", est d'être un syndicat "de classe et de masse des temps présents". Une façon comme une autre de fermer subrepticement les portes, après les avoir entrouvertes, et de repousser, mine de rien, les efforts de tous ceux qui souhaitent que la CGT ne soit plus uniquement le syndicat du "non" mais puisse aussi, quand les circonstances sont favorables, signer des accords intéressants pour les salariés.

VIVRE AVEC SON TEMPS

La tactique est la même sur la diversité du salariat. "Oui, nous sommes lucides sur les nombreux changements qui traversent le monde du travail et les conséquences qui en découlent. Nous n'avons besoin de personne pour comprendre que les salariés d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier." Cette "atomisation des diversités", qui appelle des efforts de créativité sans précédent, incite-t-elle à donner une place plus importante aux nouvelles couches d'ingénieurs, de cadres et de techniciens ? Alain Obadia, le responsable de l'UGICT, plaide depuis longtemps pour que la CGT apprenne à considérer les "diversités" non comme un danger mais comme une richesse. Mais le futur secrétaire général de la CGT ne semble pas être du même avis : tout en paraissant saluer l'action spécifique de l'UGICT, il a pris un ton assez distant.
Quant au cumul des mandats politiques et syndicaux, critiqué ouvertement par certains de ceux qui craignent de voir perdurer l'alignement de la CGT sur le PCF, la question ne se pose pas pour Louis Viannet. Si ces deux types de responsabilité étaient incompatibles, cela reviendrait à considérer l'engagement politique comme "honteux".

ET TOUJOURS L'AUTOCRITIQUE

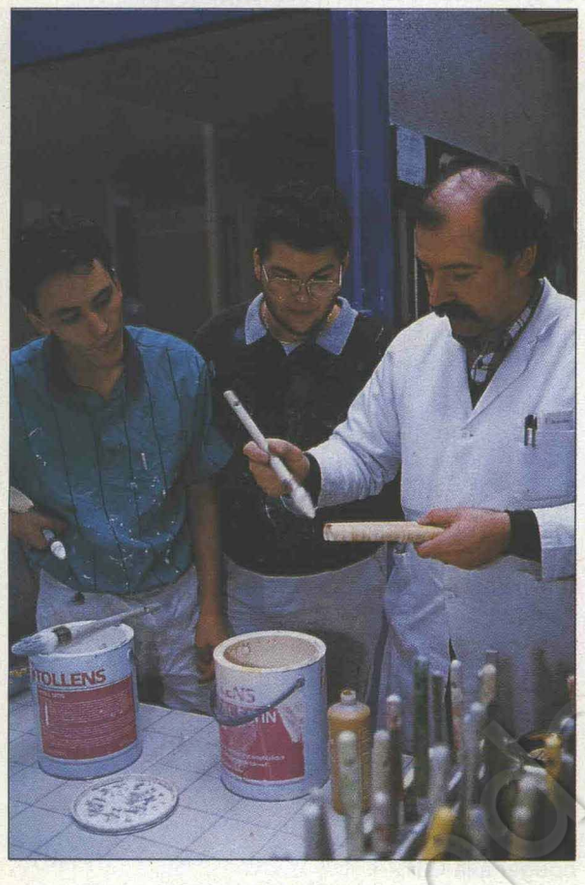
Lors de son discours, Louis Viannet n'avait évoqué aucun des conflits qu'avait animés la CGT. Et, au cours du tour de France des luttes menées par la CGT depuis son précédent congrès, Daniel Lefebvre, le patron des dockers, n'a pas manqué de lui reprocher ("un oubli regrettable") en termes vifs de ne pas avoir évoqué les 28 jours de grève observés par ses syndiqués pour défendre leur statut. En revanche, le mardi, un orateur a eu le courage de faire son autocritique : Jacky Touzain, délégué de l'usine Renault de Cléon où, après une grève de trois semaines, la CGT avait appelé à une reprise de travail alors qu'une faible majorité s'était prononcée pour la continuation de la grève, a reconnu être passé "à côté de la catastrophe".
C'est peut-être grâce à des témoignages comme celui-ci que l'on peut s'apercevoir que quelque chose est en train de bouger à la CGT.

Monique Grima



l'apprentissage de la théorie à la pratique

La table ronde pour le développement de l'apprentissage et des autres formes d'alternance se réunira les 3 et 4 février. Les représentants de l'Etat, des partenaires sociaux et des conseils régionaux vont tenter de se mettre d'accord pour une ambition commune : augmenter, en cinq ans, de 400.000 le nombre de jeunes formés par ce canal.



Le constat est accablant. 130.000 jeunes entrent chaque année en apprentissage. Comme il s'étend au moins sur deux années, et parfois plus, le nombre total d'apprentis est, grosso modo, de 230.000. Moins qu'en 1971, lors de la première grande loi sur la question depuis 1919. Théoriquement, pourtant, grâce à des contrats successifs, un jeune peut accéder à tous les niveaux de qualification, du CAP à l'ingénieur, dans tous les secteurs d'activité.

ADAPTER L'OFFRE A LA DEMANDE

Mais les grandes perspectives tracées dans les textes sont restées lettre morte. Les entreprises ne se sont pas précipitées pour accueillir les jeunes et, quand elles l'ont fait, surtout dans le commerce et l'artisanat, elles les ont pris souvent pour une main-d'œuvre à bon marché, en oubliant de les former. Echaudés par l'expérience de leurs anciens, les jeunes boudent aujourd'hui d'autant plus la filière (20 à 30.000 offres ne sont même pas pourvues) qu'ils ont une image exécrable des métiers industriels. Certains d'entre eux, en outre, n'ont même pas les acquis de base indispensables -lire, écrire, compter, raisonner- qui leur permettraient de tirer parti de leur formation.

Devant cet effondrement de l'apprentissage, alors que le chômage des jeunes continue à faire des ravages, chacun se renvoie la balle. Les entreprises, qui réclament toujours à cor et à cri du personnel qualifié, critiquent l'Education nationale qui forme les jeunes, parfois pour des métiers dont on sait qu'ils n'ont aucun avenir. Les partisans de l'Education nationale ne se privent pas d'évoquer la montée de l'enseignement en alternance, malgré ses difficultés à trouver suffisamment d'entreprises désireuses de prendre en stage les jeunes qu'elle forme.

UNE FORMATION NOBLE

La guéguerre entre les uns et les autres n'étant pas près de s'arrêter, syndicats et patronat étaient convenus, dès la signature de l'accord du 3 juillet 1991 sur la formation professionnelle, d'aborder de front la question de l'apprentissage. Les uns et les autres voulaient affirmer leur volonté de s'occuper, eux aussi, de l'insertion et de la qualification première des jeunes et demander aux pouvoirs publics d'être reconnus comme l'un des partenaires du système éducatif. Chose faite le 7 janvier 1992, lors de l'accord des partenaires sociaux sur l'apprentissage. Ils affirment leur volonté d'en faire, progressivement, une filière de formation initiale et de le rendre accessible à tous les jeunes. Pour eux, en effet, il existe deux voies de formation initiale et de qualification, aussi nobles l'une que l'autre. Pour permettre à ce nouvel apprentissage de se développer -il partirait des expériences professionnelles et aborderait la formation générale et théorique à partir de ces savoir-faire pratiques- ils se sont entendus pour augmenter la rémunération des apprentis.

Les partenaires sociaux pourront donc présenter un front commun les 3 et 4 février. C'était nécessaire, face à l'Education nationale, mais aussi face aux régions qui demandent "une responsabilité totale" en matière d'apprentissage.

M.G.

BREF... EN BREF... EN

■ **36.14 Ravel fonctionne pour la 4e année. Le système de préinscriptions télématiques dans l'enseignement supérieur enregistre les vœux des lycéens de terminale.**
• Jusqu'au 23 février : indication des filières souhaitées sans choix précis d'université.
• Du 24 mars au 21 avril : recensement des vœux et choix des établissements.
• Jusqu'au 11 juin, réservée aux futurs élèves de filières selectives, prépas, IUT, STS. Confirmation des réponses positives, et annulation des doubles inscriptions.
• Confirmation définitive après résultats du bac.

■ Evaluation de tous les élèves de seconde à la rentrée prochaine. C'est la troisième après celles de CE2 et de 6e. Elle permettra de répartir les élèves dans les modules à effectifs réduits mis en place dans le cadre de la rénovation pédagogique des lycées.

■ **4.460.000 élèves, en 1991-1992, dans les collèges et lycées publics, soit 30.000 de plus que l'an dernier. Si les effectifs des lycées diminuent, ceux des collèges augmentent massivement.**

■ Refonte totale, pour la rentrée 1993, des programmes de physique-chimie, biologie, histoire-géographie pour toutes les séries et de maths pour les filières littéraires (L) et économiques et sociales (ES). Les textes paraîtront avant les vacances.

■ **Le régime général de la Sécurité sociale sera pratiquement équilibré cette année. 2,2 milliards de F de déficit, en 1992, au lieu des 26 milliards prévus.**

■ Les douanes ont saisi et détruit plus de 23,5 tonnes de stupéfiants en 1991, soit une augmentation de 13% par rapport à l'année précédente. 12.000 trafiquants et passeurs ont été arrêtés, soit 18% de plus.

■ **Enfin un bon résultat ! Le déficit du commerce extérieur est de 30,2 milliards en 1991, 20 milliards de moins qu'en 1990. (0,4% du PIB, contre 0,8% en 1990). Ce redressement est entièrement imputable aux produits industriels.**

■ Un cadre qui a pris sa retraite en 1989 a perçu en 1990 une pension représentant en moyenne 76% de son dernier salaire net, (66% du brut), selon une enquête de l'Agirc (Association générale des institutions de retraite des cadres). Mais cette moyenne occulte de fortes disparités au détriment des femmes dont les carrières sont plus courtes et les salaires inférieurs à ceux des hommes.

■ **Ne laissons pas dire n'importe quoi ! Le nombre d'étrangers est resté stable entre les recensements de 1975 et 1990 où ils étaient 3.582.000. Près de 40% vivent en Ile-de-France. Leur nombre a cru dans l'Ouest et diminué près de la Méditerranée, en Rhône-Alpes et dans les ex-régions sidérurgiques et minières.**

■ La progression du chômage a été de11,7% sur l'ensemble de l'année 1991, soit 295.300 personnes de plus. Le taux de chômage est de 9,8%. Fin décembre, on comptait 2.826.000 demandeurs d'emplois.

les pollutions dans la maison -1

Humidité, acariens, plomb, produits solvants, appareils de chauffage... peuvent menacer notre santé. Que faire pour atténuer les risques ?

La maison est source de pollution. La qualité de l'air que nous y respirons n'est pas toujours irréprochable. Souvent, pour économiser de l'énergie ou pour nous protéger de l'air extérieur, jugé trop vite malsain, nous avons tendance à calfeutrer notre intérieur. C'est là une première erreur. Selon les experts, "le confinement peut transformer une ambiance sécurisante en atmosphère parfois plus polluée que l'air extérieur." "Le confinement et les activités multiples de la maison (ménage, cuisine, bricolage...), explique le docteur Marie-Roger Ickovic, du Comité national contre les maladies respiratoires (1), conduisent à la libération dans l'air de substances diverses nuisibles pour l'organisme et plus particulièrement pour les poumons." Les premières victimes sont les jeunes enfants qui vivent au ras du sol et possèdent un appareil respiratoire fragile. Les personnes âgées également craignent cette pollution de l'air. Pour les personnes en bonne santé, le risque est moindre, l'appareil respiratoire, heureusement, possédant un système d'épuration efficace. Néanmoins, à l'intérieur de la maison, certains risques demeurent. Aérer, ventiler, nettoyer, suffisent parfois pour les réduire.



L'HUMIDITE

Le défaut d'aération de la maison permet l'augmentation de l'humidité. Celle-ci est la principale cause de détérioration de la qualité de l'air. En outre, elle facilite l'accumulation des polluants favorisant le développement des moisissures (source d'allergies) et la prolifération des bactéries (source d'infections). L'humidité se manifeste en divers endroits : cuisine, salle de bain, pièces trop chauffées ou pas assez, sous-sol, sur les parois froides... Sous un tapis de salle de bain, par exemple, les traînées noires que nous prenons pour de la poussière, sont souvent des champignons produits par l'humidité. L'humidité est aussi une cause importante de dégradation des immeubles et une cause d'insalubrité. Chauffer suffisamment les pièces et les aérer régulièrement même en hiver permet de lutter contre l'humidité. On peut aussi installer un déshumidificateur dans les principales pièces et éventuellement entreprendre des travaux d'isolation.

LES ACARIENS

L'humidité favorise le développement des acariens, petites araignées invisibles à l'œil nu qui nichent particulièrement dans les tapis, les moquettes, les coussins, les peluches... Elles adorent le lit et se nourrissent de débris de peau humaine. Elles aiment la chaleur. Elles sont responsables d'allergies respiratoires comme l'asthme, les rhinites, mais uniquement chez les sujets à risques (le médecin saura les conseiller). Les personnes sensibles sont contaminées par leurs déjections. Les acariens détestent le grand froid, les courants d'air et le soleil. L'aération régulière de la maison et surtout des lits limite leur développement. Il est bon de remplacer la literie contenant de la laine, du coton, du crin par des matières synthétiques. Autres remèdes : faire souvent un shampooing des moquettes, battre les couvertures, aspirer les matelas au moins une fois par semaine, faire désinfecter les tapis. Il existe dans le commerce des produits acaricides.

LES POUSSIERES

Elles contiennent de nombreuses particules comme des fibres, du pollen (provenant de l'extérieur) mais aussi des débris d'insectes (blattes), des débris humains (ou venant des animaux), des bactéries (souvent dues aux vide-ordures, aux poubelles mal entretenus). Pour le docteur Ickovic, "plus le confinement est grand, plus l'hygiène est insuffisante, et plus la contamination de l'air par ces poussières est importante." L'aération et le nettoyage sont des armes contre ces poussières.

LES ANIMAUX

Chiens, chats, oiseaux peuvent, chez certains, provoquer des allergies, des troubles respiratoires. Le meilleur remède est d'éloigner les animaux ou, du moins, les interdire dans les chambres. Pour les nuisances liées à la présence d'insectes comme les blattes, par exemple, il faut faire appel à un service de désinfection.

Chrystie Lipani

La semaine prochaine : *les produits toxiques (solvants, matériaux, appareils de chauffage...)*

(1) 66 bd Saint-Michel, 75006 Paris.

... EN BREF...

■ **"Allo courrier" : ☎ 05.19.92.75. Nouveau numéro vert mis en place par la Poste à Paris, pour répondre aux réclamations.**

■ Une redevance sur les déchets ménagers et industriels (20 F la tonne) sera bientôt appliquée aux entreprises spécialisées dans la mise en décharge, les industriels pollueurs, les syndicats communaux...

■ **"36.14 consom" rubrique "votre loyer", pour tout connaître de la réglementation concernant les locations. Serveur mis en place par la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes.**

PETITES ANNONCES
Vous recrutez un collaborateur ?
☎ 45.56.78.57

13001
LA VILLE DE *Château-Thierry* recrute

Un ATTACHE
pour occuper les fonctions de directeur du secteur "Habitat - Vie Sociale"
■ **Mission :** coordination de l'activité des différents services, C.C.A.S., logement, personnes âgées, petite enfance et contrat d'agglomération.

Un ATTACHE
pour gérer et animer un équipement socio-culturel.
■ **Profil :** formation type I.U.T. carrière sociale, D.E.F.A. et/ou expérience sociale.

Un REDACTEUR
■ **Mission :** direction du C.C.A.S., gestion du R.M.I.

Un TECHNICIEN TERRITORIAL
■ **Mission :** coordonner l'activité du centre technique municipal.
■ **Profil :** expérience et bonnes connaissances en V.R.D. et bâtiment.

CONDITIONS STATUTAIRES POUR TOUS CES POSTES
Adresser candidature et C.V. à :
Monsieur le Maire
Place de l'Hôtel-de-Ville
02400 CHATEAU-THIERRY

13002
H. 38 ans, cherche poste
RESPONSABLE CULTURELLE
FORMATION
■ Gestion (bac + 2) comptabilité, droit, informatique, gest. ress. humaines ■ Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative ■ Théâtre : classique et moderne, Kabuki, Kathakali ■ Danse : classique, contemporaine, africaine, Bûto ■ Chant, marionnettes, masques, décors.
EXPERIENCE
Imp. exp. en animation et secteur culturel ■ Direction d'associations, de CLSH et CV ■ Interventions en milieu scolaire, réadaptation psychopédagogique, stages de formation pour demandeurs d'emploi ■ Enseignement art dramatique, mise en scène de spectacles adultes et enfants.
Etudie toutes propositions
Alain BORLANT,
34 sente des Cuverons,
92220 BAGNEUX. ☎ 46.64.65.51

13003
AGRO
■ Adh. PS, 57 ans, diplômé enseignement supérieur agronomique et Institut d'administration des entreprises
■ Exp. ingénierie, gestion entreprise horticole, coopérative, commerces
Recherche emploi de toute urgence.
☎ *94.58.73.77, 94.58.66.12*



Théâtre, danse traditonnelle, comédie musicale... et pourquoi pas un p'tit tour en mer ? Un programme des plus éclectiques, aux quatre coins de l'hexagone...

• LE BALLET NATIONAL • DE COREE

Mérignac (33), espace culturel du Pin Galant, le 15 février

Parcourant le monde entier depuis bientôt trente ans, le Ballet national de Corée offre à tous les amateurs l'occasion d'apprécier la véritable danse traditionnelle et la musique coréennes.

En cinq mille ans d'histoire, ce pays de l'Asie du Nord-Est a développé une musique et une danse tout à fait spécifiques qui restent pour nous, Occidentaux, absolument fascinantes...

Le Pin Galant et "Vendredi" offrent 5 invitations pour 2 personnes.

• DIS ! QUEL CINEMA • TU NOUS FAIS LA ?

de Philippe Auger

Combs-la-Ville (77), la Coupole, le 14 février

Le titre donne le ton. Malicieux, insolent, direct, le ton de la comédie. Pris dans un autre sens, attention ! Le ton du polar, agressif, serré, sans réplique. Un sourire qui tiendrait de la provocation. La pièce ne dément pas les promesses du titre : déroulement bien réglé de l'intrigue, vivacité, efficacité des dialogues, suspens. De quoi s'amuser...

Mise en scène de Betty Raffelli.

Compagnie K8.

La Coupole et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés le 14 février.

Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
- *Théâtre Sébastopol*
☎ *20.57.15.47*
- *La Coupole*
☎ *64.88.69.11 / 60.60.02.63*
- *Le Gyptis*
☎ *91.08.10.18*
- *Le Pin Galant*
☎ *56.97.82.82*

• UBU •

de Alfred Jarry

Marseille (13), le Gyptis, du 11 au 15 février

L'action se passe en Pologne, c'est-à-dire nulle part. Lorsque Alfred Jarry écrit Ubu en 1876, la Pologne n'existait plus, elle était rayée de la carte. Plus d'un siècle après, la pièce prend des résonnances politiques étonnantes. Et l'on se tord de rire...

Ne ratez pas LE grand succès du "Off" à Avignon en 1990.

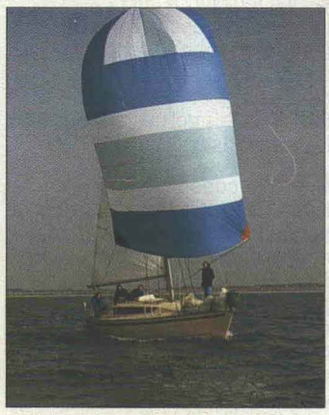
Par le N.A.D.A. Théâtre, adaptation pour deux comédiens, quelques fruits et beaucoup de légumes. Avec Babette Mason et Guilhem Pellegrin.

Le Gyptis et "Vendredi" offrent 3 invitations pour 2 personnes les 11 et 12 février.

• VOILE • EN BRETAGNE SUD

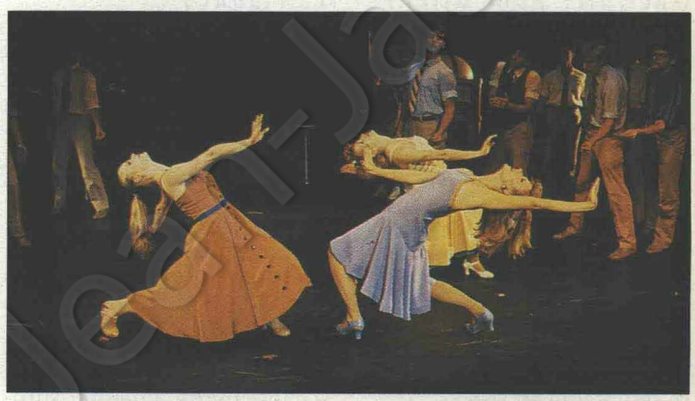
Découvrir le golfe du Morbihan et ses 365 îles, la rivière d'Auray... à des prix "club" pour nos abonnés. C'est à bord du "Flore des Isles" (Gib Sea 28-9m), avec Roland Druais. Et, rassurez-vous, le bateau est chauffé !

Week-end : 150 F/jour + nourriture
Accueil "ado" vacances scolaires : 1.800 F/semaine + nourriture
Renseignements : (16) 40.86.28.45



• WEST SIDE STORY •

Lille (59), théâtre Sébastopol, du 14 au 16 février



Tout le monde se souvient du fabuleux film réalisé en 1961 par Robert Wise et des chansons inoubliables de Léonard Bernstein. Version moderne de Roméo et Juliette, West Side Story était au départ une comédie musicale comme seuls les Américains savent les fabriquer. Créée en 1957 à Broadway, elle fut un événement dans l'esthétique de cette discipline : pour la première fois, la conception, la mise en scène et la chorégraphie étaient le fait d'une seule personne, Jerome Robbins, qui avait travaillé en étroite collaboration avec Léonard Bernstein. Plus de 20 après, Jerome Robbins récidive, sans jamais trahir la création initiale : rythme serré, tensions, explosions de joie, cocasseries, bouffées de jazz, séquences lyriques devenues des tubes...

Le théâtre Sébastopol et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés.

C'est décidé, je m'abonne !



Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"

- ☐ Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE 600 F autres pays)
- ☐ Abonnement(s) de soutien à ..... F
Soit au total : ..... F

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs
10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande-adresse et le montant des abonnements

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

22 janvier
Jacques Chaban-Delmas n'a décidément pas de chance avec ses "amis" politiques ! S'il pensait que sa candidature au "perchoir", vouée à l'échec cette fois-ci face à Henri Emmanuelli, pouvait lui servir de tremplin pour l'année prochaine, c'est raté ! Et la défection de plusieurs dizaines de députés appartenant aux trois groupes de l'opposition en dit long sur la réalité de l'union chantée en chœur par Chirac et Giscard quelques jours plus tôt.

23 janvier
Après le départ volontaire de Pierre Mauroy et celui d'Henri Krasucki qui passe la main à la CGT, Raymond Lacombe annonce sa prochaine démission de la direction de la FNSEA en ajoutant : "Il faut avoir la sagesse de partir quand il faut." C'est également le conseil que Charles Fiterman et Anicet Le Pors viennent de donner à Georges Marchais, mais celui-ci ne semble pas prêt à les écouter !

25 janvier
Fallait-il "un certain courage" -comme l'écrira un commentateur- aux socialistes pour participer à une manifestation contre le racisme et l'extrême droite où ils savaient qu'ils seraient mal accueillis par une partie des organisateurs ? Le pire aurait été d'être absents et les militants, venus souvent de loin avec leurs banderoles, n'étaient pas mécontents de retrouver le pavé de la Bastille et de reprendre en chœur des slogans anti-Le Pen.
Il reste que le divorce était évident entre la tête et la queue du cortège. Les associations antiracistes ont tort d'accuser le gouvernement d'avoir repris à son compte telle ou telle proposition du Front national, car ce n'est pas vrai. Ce n'est d'ailleurs pas ce que fait Madeleine Rebérioux, présidente de la Ligue des droits de l'homme, dans le bel article qu'elle a signé dans "Le Monde" daté de ce jour, avec Yves Jouffa et Robert Verdier.
Mais la dernière loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, et plus particulièrement l'amendement qui y a été ajouté sur les zones de transit, -que les sénateurs socialistes ont, jusqu'au bout, refusé de voter- ne pouvait avoir que des effets fâcheux sur nos relations avec une mouvance associative qui nous était proche. Nous avons obtenu du premier ministre qu'elle saisisse le Conseil constitutionnel. Je ne suis pas un admirateur fanatique de cet organisme, mais je le dis sans ambages : je souhaite qu'il demande une modification du texte dans un sens plus conforme à nos traditions du droit d'asile.

27 janvier
Les médias s'en donnent à cœur joie pour commenter la "déroute" du Parti socialiste aux élections partielles de ce dimanche. On pourrait, certes, noter qu'à la législative du Nord, c'est un CDS soutenu par l'UDF et le RPR qui va normalement succéder à Bruno Durieux, élu dans les mêmes conditions en 1988. Il n'en reste pas moins que le candidat socialiste, principale victime du fort taux d'abstention qui, comme toujours, profite au Front national, recule de 18 points. Ce qui conforte le mouvement déjà enregistré ces derniers mois à Belfort et en Loire-Atlantique où Jean-Pierre Chevènement et Claude Evin étaient réélus de justesse dans des circonscriptions autrefois confortables.
Les mauvais résultats du PS dans plusieurs cantonales (deux cantons perdus dans l'Isère et le Jura pour un repris à la droite en Haute-Savoie) ne peuvent que justifier nos inquiétudes pour les élections de mars prochain. D'autant que ces partielles confirment aussi que le Parti communiste continue à reculer et que c'est donc bien toute la gauche qui est malade. Le redressement du PS est particulièrement urgent -il n'est jamais trop tard- pour empêcher la vie politique française de se réduire, comme dimanche prochain dans le Nord, à un débat douteux entre la droite et Le Pen !

VIRGIL TANASE

De la musique plein les livres

Dans sa collection *"Musique et musiciens"*, après un *"Dictionnaire Mozart"*, Odile Cail, publie le *"Dictionnaire Beethoven"*, de Barry Cooper *(1)*, un excellent instrument pour connaître la vie et l'œuvre du compositeur. Le parti pris exclut les analyses subtiles, les considérations savantes et les interprétations d'envergure. Il s'agit d'un ouvrage factuel, précis, qui fait un "portrait total" par une somme de détails concrets, indiscutables. "L'homme" est une suite de chapitres factuels : apparences et manières, caractère et comportement, finances, domiciles et voyages, etc. La pensée de Beethoven, pour Barry Cooper, se réduit à une série d'indications de textes où chacun peut puiser pour se faire une idée de l'univers intellectuel du compositeur. L'œuvre nous est présentée dans un ordre rigoureux, qui écarte les divagations et ne garde que des notations essentielles, techniques lorsqu'il le faut, justes toujours. Ce "dictionnaire" n'en est pas un (le terme est tout à fait aberrant !), ne vous laissez pas abuser et considérez-le comme une excellente synthèse.

... et le plaisir que l'on prend à écouter une musique dont la beauté est fruit d'intelligence.

Avec *"Les Concertos pour piano de Mozart"*, d'Arthur Hutchings, *(2)* et *"Les Symphonies de Bruckner"*, de Philips Barford *(3)*, il s'agit, cette fois-ci, de textes infiniment plus spécieux, qu'il n'est pourtant pas impossible de suivre si l'on a un minimum de connaissances musicales.
Arthur Hutchings propose une thèse audacieuse : "Cet ouvrage, écrit l'auteur, part de l'idée que Mozart et lui seul a saisi les principes qui permettent de transformer le divertissement gracieux de ses prédécesseurs en une forme artistique affranchie des modèles de la symphonie et de la sonate. L'avenir allait donner naissance à un grand nombre de belles œuvres portant le nom de concertos, mais toutes, à l'exception des concertos de Brahms, révèlent une structure beaucoup plus simple : elles ne font que renouer avec l'hybridation des deux sujets typiques de la forme sonate laquelle se trouve à l'origine du concerto mozartien."
Une analyse des thèmes musicaux et de leur exploitation particulière (exemple : au lieu de donner un thème commun à l'orchestre et au piano et faire dialoguer ces deux partenaires autour de ce motif, Mozart ose proposer un sujet musical à l'orchestre, laissant le piano lui répondre par un autre, différent, ce qui augmente le "dramatisme") donne au lecteur la possibilité de comprendre à la fois le génie particulier de Mozart et le plaisir qu'il prend à écouter une musique dont la beauté est fruit d'intelligence.
Dans la collection, *"Les Maîtres de la musique"*, deux titres : *"Les Leçons de chant"*, de Maria Callas, *(4)* et *"Comment je suis devenu pianiste"*, de Walter Gieseking *(5)*. Le premier ouvrage est particulièrement décevant. On peut être une immense artiste et un piètre professeur -il se peut aussi que celui qui "transcrit" les cours (en occurence un certain John Ardoin) soit un esprit opaque. Les indications de la Callas sont d'une banalité effarante ("Il faut ici travailler les acciaccatures très lentement et très soigneusement...", "Attendez que l'orchestre se soit estompé avant de prononcer le nom d'Arnoldo et, alors, que la phrase soit pleine de sentiment...", "Le début de cette scène doit être très intériorisé, ce sont les pensées de Marguerite ; ne les extériorisez pas trop", etc.). Walter Gieseking, lui non plus, n'a pas de choses extraordinaires à dire ("Je voudrais toutefois souligner que le pianiste en cours de formation doit naturellement travailler avec application"). Il n'en reste pas moins qu'entre son "autobiographie" et ses très brèves notes sur Mozart, Debussy ou Ravel, entre ses considérations concernant "l'usage de la pédale" et "les problèmes modernes du toucher", on peut retrouver avec profit, ça et là, un des plus grands maîtres de notre siècle. Cela vaut le détour.


▲ *Maria Callas, artiste et professeur.*

(1) J.-C Lattès, 615 p., 398 F.
(2) Actes Sud, 325 p., 158 F.
(3) Actes Sud, 160 p., 125 F.
(4) Fayard/Van de Velde, 357 p., 160 F.
(5) Fayard/Van de Velde, 125 p., 110 F.



"Lady Macbeth de Mtsensk" : décors de Nicky Rieti.

A L'OPERA-BASTILLE

"Lady Macbeth de Mtsensk"

Staline, critique musical... C'était en 1934. Le 22 janvier, au théâtre Maly de Léningrad, on créait "Lady Macbeth du district de Mtsensk", l'opéra de Chostakovitch.
Alors, le Kremlin prescrivait aux compositeurs la musique qu'ils devaient écrire. Au nom du "réalisme socialiste", leur but devait être "l'expression musicale complète des idées et des passions qui guident les héros soviétiques". Chostakovitch prit la directive au pied de la lettre. Son héroïne, extraordinaire femme à la fois Lady Macbeth et Emma Bovary, amoureuse passionnée, allait jusqu'au bout de tout. Une insurgée qui exprimait la protestation de l'humanité contre l'hypocrisie et la force. On imagine la suite.
Choqué par le réalisme et l'audace, Staline souffla à Jdanov une attaque en règle de l'opéra, publiée dans "La Pravda" sous le titre "Un galimatias musical". "Lady Macbeth" fut retiré de l'affiche pendant 25 ans, puis très atténué par l'auteur.
C'est la version de 1934 qui va être présentée. Paris, qui n'a encore jamais vu "Lady Macbeth du district de Mtsensk", va craquer. Enfin un opéra russe qui abandonne la fresque historique. Un livret, complètement plausible, fait de fougue et de désir. La musique est d'une extraordinaire richesse ; les parties orchestrales rappellent quel grand symphoniste fut l'auteur. Le découpage de l'action, enfin, s'appuie sur une théâtralité puissante. Un des principaux opéras de toute la production soviétique.

J.G.

Mise en scène André Engel.
Dir. musicale : Myung-Whun-Chung.
Opéra-Bastille → 26/2. ☎ 44.73.13.00

passez la monnaie

3.500 discothèques existent en France. Hystérie des décibels, éclairs des stroboscopes, ce sont des boîtes "in", des boîtes à musique. Mais qui dit utilisation publique -a fortiori commerciale- de la musique enregistrée, dit droits d'auteurs. Auteurs de paroles, compositeurs de musique et interprètes sont rémunérés par les droits que doivent verser aux sociétés d'auteurs les stations de radio, les petits bals du samedi soir et... les discothèques.
Reste aux sociétés d'auteurs à percevoir ces droits. Rien n'est moins facile. La Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) fixe à 6% de leurs recettes le montant des droits d'auteurs que les discothèques doivent leur verser. Ce que quelque quatre cents discothèques refusent.
La guerre dure depuis quatorze ans. La Sacem estime le préjudice subi à 250 à 300 millions de F. Divers exploitants de discothèque avaient déposé plainte devant la CEE pour abus de position dominante. On indique à Bruxelles que, après une longue enquête, l'avis que la commission va rendre prochainement ne sera pas favorable aux exploitants de discothèques.

J.G.

CINEMA

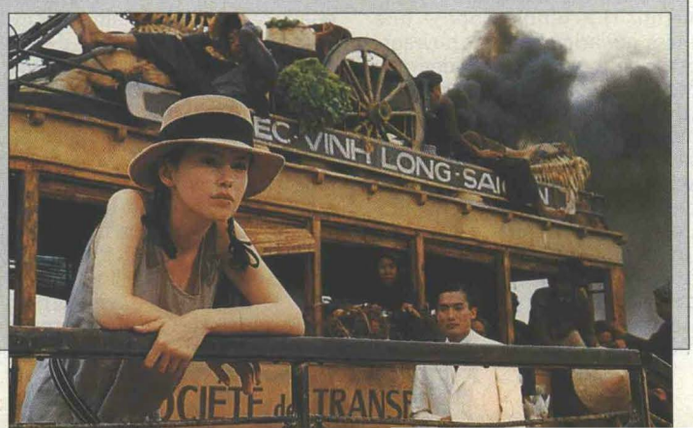
"L'Amant"

A la fin des années 20, en Indochine, une toute jeune fille (Jane March), rencontre un riche Chinois (Tony Leung). Elle a quinze ans, son charme est tout neuf et provoquant. Lui en a trente-deux, il est beau, élégant. Pendant plus d'un an, c'est l'amour, le désir, le plaisir. En adaptant le roman de Marguerite Duras, Jean-Jacques Annaud ("La Guerre du feu", "Le Nom de la rose", "L'Ours") a évité bien des écueils. Il a su faire une reconstitution de l'Indochine sans folklore de bazar, raconter une histoire d'amour sans issue en évitant le mélo, et adapter un prix Goncourt en évitant le simple commentaire illustré. Surtout, il a osé filmer le moteur du drame, l'amour physique, sans érotisme de pacotille ni pornographie. Mais sans se servir non plus du flou artistique et de l'habituel panoramique vers la fenêtre. Il a filmé sans retenue, mais sans complaisance, la nécessaire nudité. Dans la garçonnière du Chinois, véritable temple d'amour, tout est affaire de peau, de grain de peau.

Autre réussite, le choix des interprètes. Jane March, sur qui repose tout le film, jeune et belle débutante de 17 ans, fragile mais déterminée, pure mais sensuelle. Tony Leung, acteur célèbre à Hong Kong, au masque oriental mais à l'élégance occidentale, et Jeanne Moreau, dont la voix envoûtante fait chanter les textes de Marguerite Duras, recréant l'écriture derrière l'image. Image au demeurant parfaite, et cadre splendide. Le photographe Robert Fraisse a joué avec sobriété de la lumière d'Extrême-Orient. Car, là-bas, tout est naturellement beau, le paysage, les éclairages, les acteurs. Inutile d'en rajouter.

C.P.

▼ *Jane March et Tony Leung.*





TV

MEMOIRES

Quel endroit plus magique et plus mythique pour tous les artistes de music-hall que l'Olympia ? Pour célébrer son centième anniversaire, Claude Fléouter a donné la parole à Gilbert Bécaud, Smaïn, Claude Nougaro, Sacha Distel, Bernard Lavilliers, Liane Foly, qui ont commenté l'histoire de ce lieu extraordinaire. De la nostalgie, des documents, de l'émotion, de la tendresse (FR3).

Mémoire, aussi, avec la seconde partie de la "fiction documentaire française" de Pierre Beuchot "Hôtel du parc" (La 7 sur FR3). D'estimables historiens déplorent cette reconstitution. Il est exact que beaucoup de nos concitoyens ont toujours refusé, obstinément, de voir l'examen sérieux de la Commune de Paris, des mutineries de 1917, de l'occupation, des conflits coloniaux (Indochine, Madagascar, Algérie). N'est-il pas plus agréable et reposant de rester dans le flou des clichés d'un consensus mollasson ? Pierre Beuchot, à contre-courant, ouvre les dossiers, donne la parole à ceux qui, après avoir occupé des fonctions importantes sous la IIIe République, se vautrent dans la collaboration croyant pouvoir finasser avec Hitler. Observons qu'ils dénoncent métèques, juifs, francs-maçons, dans les mêmes termes que ceux utilisés par le Front national et ses sbires. Rien n'est oublié.

Mémoire, encore, avec "L'Autopsie d'un conflit", documentaire de Patrice Barrat et Olivier da Lage avec Assaad Haidar (FR3). Un travail sérieux, compétent, complet, avec un appréciable refus des images chocs et des opinions définitives. Cette enquête rappelle, également, que jusqu'à la dernière minute, des émissaires tentèrent d'empêcher un conflit d'où devait surgir un nouvel ordre mondial.

L'idée de montrer la France en jachère ("Reportages", TF1) est estimable. Mais pourquoi, dès la première image, avoir la fâcheuse impression de revoir, la 365e émission consacrée au dépeuplement de nos campagnes ? Un tel sujet exige un minimum de rigueur et non l'accumulation stérile de clichés.

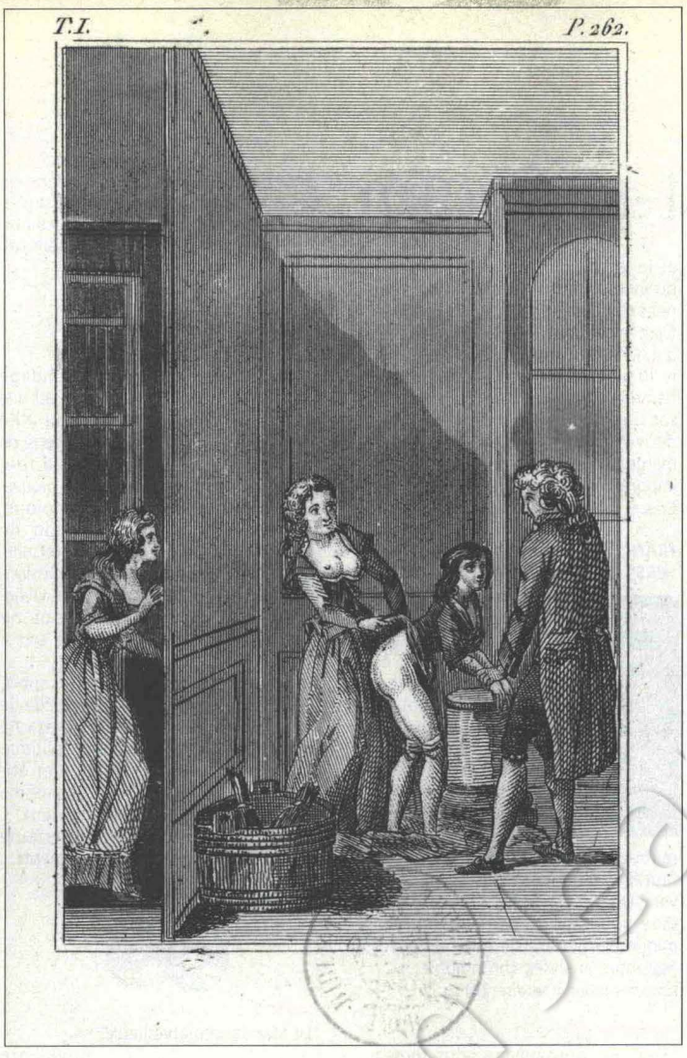
Sympathique unanimité autour de Jean-Marie Cavada (FR3) à une poignée de jours de l'ouverture des J.O. d'hiver. On rêve de médailles, on fait des comptes. Cela entretient le moral.

Le petit écran ne donne pas que d'infâmes navets. "Jeune et innocent", d'Alfred Hichcock, n'a que des saveurs juvéniles (A2). "Toni", tourné en décor naturel dans les années 30 est, à sa manière, une grande œuvre. Un regard décapant sur la Provence et les immigrés. Un sujet d'actualité (FR3).

P.Y.

Sade et Miller à tout âge

Dès sa parution en France, en 1949, "Sexus", le premier volume de la trilogie autobiographique d'Henry Miller, avait été condamné par les tribunaux, puis interdit à la vente aux mineurs en 1968. La même interdiction frappait Sade en 1970 pour "Justine ou les malheurs de la vertu" et "La Philosophie dans le boudoir".
Le ministre de l'Intérieur vient de décider de lever ces interdits. Son arrêté du 13 janvier considère que "le contenu de ces publications n'est plus de nature à justifier leur soustraction à la vue des mineurs." Philippe Marchand avait probablement relu la dédicace de "La Philosophie dans le boudoir" que le divin marquis adressait "aux voluptueux de tous les âges et de tous les sexes." **J.G.**



Sade : "La Nouvelle Justine", 1797 (Bibliothèque Nationale). ▶

... EN BREF...

■ **"Le Boléro" est à vendre. Le manuscrit de Maurice Ravel sera aux enchères le 8 avril à Drouot. Mise à prix prévisible entre 1.000.000 et 1.500.000 F.**

■ Erato est racheté par Time-Warner pour quelque 100 millions de F. Erato représente 8% du marché français du disque classique et 3% du marché européen.

■ **L'exposition Géricault a reçu 246.000 visiteurs. Le Grand Palais en escomptait 175.000.**

■ La BD est en petite forme. Le chiffre d'affaires pour 1990 baisse de 14%, par rapport à 1989 (l'édition en général a crû de 4,1%). Tirage moyen des albums adultes : 10.471 ex. (contre 14.135 en 1989). Albums jeunes : 16.685 (18.671).

■ **Les chèques-livre à la FNAC. Ces crédits de lecture, d'une valeur de 20 à 200 F, à échanger dans une librairie, permettent à ceux qui les reçoivent en cadeau de conserver le choix du livre offert. En 1993, on prévoit un million d'utilisateurs du chèque-livre. 500 librairies les acceptent.**

■ Deux grandes figures du blues et du jazz ont disparu. "Champion" Jack Dupree, chanteur et pianiste, et Charlie Ventura, saxophoniste, chantre du be-bop, ont rejoint leurs amis Satchmo et Gene Krupa. Pour souvenir : deux disques de Jack Dupree "I had a dream" et "Leave us leap", avec G. Krupa.

Gustave Moreau "... par effraction"



▲ *"Jason et Médée", 1865.*

Destin étrange que celui de ce Gustave Moreau, qui a consacré de nombreuses années à peindre ni pour le public ni pour les riches collectionneurs qui s'intéressaient à ses œuvres, mais pour le musée témoignage qu'il voulait confier à la postérité. Depuis près d'un siècle, le musée Gustave-Moreau, accueille des visiteurs discrets et rares. Ils viennent célébrer un culte et se redisent après André Breton : "J'ai toujours rêvé d'y entrer la nuit, par effraction, avec une lanterne."
On peut apprécier d'immenses compositions et des toiles plus modestes dans leurs dimensions ("Les Licornes", "Salomé dansant devant Hérode", "Jason", "Hercule au lac Stymphale", "Léda", "Moïse sauvé des eaux") traduisant une imagination débordante et sensuelle puisant dans l'Antiquité ses sources vives. Gustave Moreau (1826-1898) aurait pu être un de ces "pompiers" dont les croûtes ornent quelques-unes des cimaises du musée d'Orsay. Il a préféré faire du Gustave Moreau, une palette unique aux couleurs maîtrisées qui, parfois, se retrouvent chez Max Ernst.
Avec l'ouverture de l'appartement du peintre, petit musée sentimental, le musée connaît une sorte de jeunesse. On veut mieux connaître, découvrir, goûter celui qui eut parmi ses élèves, à l'école des Beaux-Arts, Rouault, Matisse, Marquet. Ils l'apprécièrent pour la liberté qu'il savait leur donner. Un exemple rare en ces temps de superacadémisme frileux.
P.Y

Musée Gustave-Moreau, 14 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Sauf mardi. ☎ 48.74.38.50

● DES ROMANS POLICIERS ●

***"Pirana matador"**, par Oppel (Série noire 2287). Ce petit nouveau dans l'illustre Série noire ne manque pas de patte ni d'idées. A suivre.*



***"Le Retour des cendres"**, par Hubert Monteilhet (Le Livre de poche 7384). Il n'est vraiment pas facile de récupérer sa fortune, mais ce cher Monteilhet a plus d'un tour dans son sac.*

***"La Piste effacée"**, par A.-A. Faire (Le Masque 2072). Plus d'un demi-siècle après, les aventures de Bertha Cool et Donald Lam tiennent bien la route.*

***"Raccrochez c'est une erreur"**, par Ullman et Fletcher (Le Masque 2075). Barbara Stanwyck et Burth Lancaster tournèrent, en 1948, cet excellent suspense.*

***"Mort d'un expert"**, de P.-D. James (Le Livre de poche 7340). Elle sait assassiner la merveilleuse "reine du crime". On en redemande.*

***"Le Facteur fatal"**, par Didier Daeninckx (Folio 2326). La vie, pas toujours drôle, de l'inspecteur Cadin. Un quotidien aux couleurs grises.*

***"...Et merci pour le chocolat"**, par Charlotte Armstrong (Le Masque 2074). La peinture mène parfois loin. Amanda le prouve avec le sourire.*

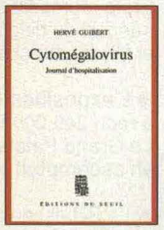
P.Y.

post-scriptum



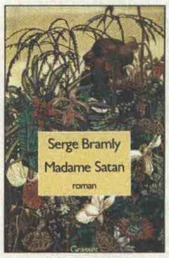
HERVE GUILBERT
"L'Homme au chapeau rouge" (1), "Cytomégalovirus" (2)





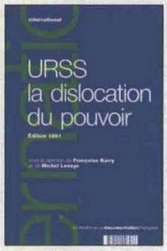
Un mois après sa mort, sont publiés deux livres d'Hervé Guibert. Comme un double point d'orgue. Et le phénomène d'écho des livres posthumes fonctionne à fond, tant il jouait déjà avant, du fait de cette mort annoncée et imparable.
Depuis "A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie", le destin littéraire d'Hervé Guibert est devenu une aventure collective, tissée entre plusieurs pôles : cette maladie et sa charge bien particulière, l'homme Guibert, l'inexorable issue, le lecteur -impliqué-, l'écrivain, enfin, que l'on finirait par oublier. On retrouve d'un coup le romancier alerte et savoureux (1) et l'interpellateur, son ton et sa lucidité (2).
(1) Gallimard, 158 p., 85 F.
(2) Seuil, 98 p., 59 F.

SERGE BRAMLY
"Madame Satan"



Il est des livres dont on ne se méfie pas. Le lecteur prend un de ceux-là en main. Il lui appartient, il l'ouvre et il va donc s'approprier son contenu. C'est la relation la plus fréquente dans le couple livre-lecteur. Mais, parfois, revirement de situation : c'est le livre qui capte son lecteur et le lecteur qui devient la possession du livre. A partir de là, les pages tournent trop vite.
C'est le cas pour "Madame Satan". Celle qui dansait la tândava, tous les soirs sauf le lundi, sur les ruines du monde en flammes. Autour de l'artiste de cabaret sans âge un groupe, une bande qui dérive dans un Paris de 1970 assez en marge. La fête d'être ensemble. Les mots importants ici étant être et ensemble.
Grasset, 268 p., 98 F.

FRANÇOISE BARRY ET MICHEL LESAGE
"URSS, la dislocation du pouvoir"



Simultanément, l'URSS a vécu l'introduction de la démocratie et la désorganisation du pouvoir. Le putsch a éliminé les adversaires des réformateurs, mais n'a rien réglé au fond.
Peut-on arrêter ce mouvement de désagrégation ? Que faut-il abandonner ? Que faut-il conserver ? Quel est le degré d'autorité nécessaire pour lancer une politique économique permettant de sortir du chaos ? Réponses, analyses, chronologie.
Documentation française, 234 p., 75 F.

FRANK GEORGY
"Soufflons nous-mêmes notre forge"

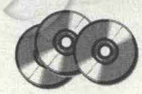


C'est l'histoire de la fédération de la métallurgie CFTC-CFDT, de 1920 à 1974. En tant que telle et surtout parce qu'elle rend compte, d'un demi-siècle à l'autre, de l'évolution de la centrale syndicale d'inspiration chrétienne.
Au départ -l'entre-deux-guerres- la CFTC exprimait un syndicalisme chrétien, d'allure sage. A l'arrivée -après la déconfessionnalisation- la centrale devenue CFDT en 1964 est une organisation audacieuse et inventive. Fers de lance de cette évolution : la fédération de la métallurgie -la plus puissante- et son chef de file, Eugène Descamps, qui accédera au secrétariat général. Histoire vivante, très illustrée.
Editions ouvrières, 196 p., 290 F.

FRANÇOISE HACHE
"Jeux olympiques"



Avery Brundage déclare : "C'est une religion du XXe siècle que Pierre de Coubertin a fondée avec le mouvement olympique, une religion de portée universelle, moderne, passionnante, virile, dynamique. Vous ne trouverez pas de système qui se soit si largement répandu."
Françoise Hache, historienne du sport, relate l'aventure, depuis l'Olympiade de 776 av. J.-C., à Olympie. Elle s'attache beaucoup à l'environnement politique et culturel des Jeux ("éthique et étiquette", "jeux en armes", "olympisme socialiste", "récupération des jeux"). Comme toujours dans cette précieuse collection, iconographie et documents.
Gallimard Découvertes, 178 p., 72 F.



BARTOK
"Le Mandarin merveilleux"



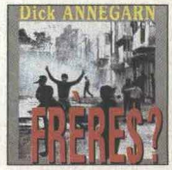
27 novembre 1926. Konrad Adenauer est maire de Cologne. "Le Mandarin merveilleux" y est créé. Scandale complet : on n'a jamais entendu de musique plus suggestive. Aussitôt, le futur chancelier interdit l'œuvre de Bartok...
L'odeur de soufre a longtemps suivi "Le Mandarin merveilleux". Toute l'œuvre est un cri de la créature. Le mandarin a une idée fixe. Il ne s'agit pas d'amour, mais de sexe. Musicalement, la partition est aussi importante que le fut "Le Sacre du printemps". De toutes les interprétations, la plus forte est celle de Boulez à la tête de l'O.P. de New York, ici reportée sur CD.
Sony-Classical, 45837, 65'39", env. 125 F.

MOZART
Symphonies 17, 18, 19, 22 et 32



Toutes des œuvres écrites dans les années 1770. De seize à vingt-trois ans. Très différentes les unes des autres : fraîche la 17, agreste la 18, inventive, avec une utilisation brillante des cors pour la 19, gaie la 22, très brève et puissante la 32. Autant d'aspects de ces symphonies de Mozart négligées au concert.
Ton Koopman poursuit, avec ces cinq numéros, son intégrale des symphonies. Ses qualités sont connues : précision méticuleuse, soin des articulations et un naturel apparent qui cache tout le travail de l'Orchestre baroque d'Amsterdam.
Erato, 45714, 9'14", env. 125 F.

DICK ANNEGARN
"Frères"



"Elle est retrouvée... Quoi ? L'éternité, c'est la mer mêlée avec le soleil." "L'Eternité", "Vers nouveaux", c'est sous la houlette bienveillante de Rimbaud que Dick Annegarn réapparaît sur nos platines.
Ce Hollandais chantant, dont la voix nasillarde connut le succès avec "Bruxelles", rendait -à son tour et à sa manière, c'était en 1985- hommage au poète tant célébré ces derniers temps. Valse déglinguée, reggae destructuré, la musique d'Annegarn est à son image de grand Duduche. Sa voix de chat enroué, son étrange syntaxe surprennent d'abord, mais, rapidement, séduisent.
NT CD/Média 7, 307, 44'08", env. 120 F.

GIL EVANS & LEE KONITZ
"Heroes", "Anti-Heroes"



Ici, tout est dans le non-dit, le non-joué. Lorsque le soprano de Lee Konitz déverse des grappes de notes, Gil Evans -perdu dans son monde intérieur- nous gratifie de trois ou quatre notes longtemps réfléchies, longuement retenues. Là où Konitz se défoule (trop heureux d'accéder à son rêve : dialoguer avec Evans) ledit Evans, refoule, pour ne jouer que le strict minimum, l'essentiel : un accord orné d'immenses silences.
Bref, un duo, enregistré il y a douze ans à New York, qui pourrait décevoir si nous ne savions combien le saxophoniste espérait cette rencontre et combien le pianiste-arrangeur (conscient de ses limites techniques) pouvait la redouter. Ou, quand le paradoxe s'efface devant le plaisir.
Verve/Polygram, 2 CD, 511621, 2 h 10', 240 F.

Agenda

Cinéma

MONTREAL : cinéma québecois. 6 → 15. ☎ (514) 252.3021
NANTES : cinéma au féminin. 5 → 9. ☎ 40.74.40.18
PARIS : 14 professionnels présentent leur film préféré. 5/2 → 4/3. ☎ 45.43.41.63
RENNES : Berlin, la ville au cinéma. 3 → 11. ☎ 99.33.51.76

Jazz-variétés

PARIS : Turk Mauro. Petit Opportun, → 1er. ☎ 42.36.01.36 ; Londy Bears. "Passage du Nord-Ouest" → 3. ☎ 47.70.81.47 ; Charles et les Lulus : REIMS (l'Usine), 31 ; LILLE (Aéronef), 1er.
*• **J. Higelin :** PARIS (Grand Rex) → 9.*
*• **J. Oihid :** MASSY (Paul Bailliart), 7.*
*• **Chris Whitley :** NANCY (Terminal export), 4 ; GRENOBLE (Entrepôt), 6 ; MARSEILLE (espace Julien), 7.*
*• **The Fabulous Thunderbirds :** LILLE (Splendid), 3 ; PARIS (Bataclan), 4 ; ORLEANS (salle des fêtes), 15 ; BORDEAUX (Krakatoa), 6 ; TOULOUSE (Le Pied), 7.*
*• **Poupa Claudia & Ragga Melody :** ELANCOURT (Bilbo), 8.*
*• **B. Deraime :** ABBEVILLE (th. municipal), 31 ; COMPIEGNE (C. culturel), 1er. PARIS (Petit Journal), 4 → 6.*

Théâtre

CAEN
"Une des dernières nuits de Carnaval" (Goldoni), ms J.-L. Penchenat. 4, 5, 6. ☎ 31.47.39.00
LYON
"Héritage" (R. et A. Goetz), ms G. Bourdet. Célestins → 17. ☎ 78.42.17.67
MONTPELLIER
"Duo ou just duet". Compagnie D.-Théron. Nouveau th., → 1er. ☎ 67.58.64.76
NANTERRE (92)
"Britannicus" (Racine), ms A. Françon. Amandiers, → 2. ☎ 46.14.70.00
PARIS
• "L'Ecole des femmes" (Molière). Cie J.-Mauclair. Th. du Marais. ☎ 42.78.03.53
• "Episodes burlesques" (P. Caubère). Renaissance. ☎ 42.08.18.50

Classique

BESANÇON
Qu. A. Berg. Kursaal, 5, 20h. ☎ 81.83.42.93
DIJON
Quatuor Alban Berg. Grand théâtre, 6, 20h30. ☎ 80.67.23.23
LYON
"Turandot" (Busoni), dir. K. Nagano. Aud. M. Ravel, 5 → 11. ☎ 78.28.09.60
METZ
C. Zacharias, piano. Arsenal, 1er, 20h30. ☎ 87.74.16.16
MULHOUSE
"Pauvre Assassin" (Finzi), dir. C. Diedrich. Théâtre → 4. ☎ 89.45.20.04
NANCY
"Le Turc en Italie" (Rossini), dir. G. Carella. Opéra → 6. ☎ 83.32.04.43
PARIS
• C. Ludwig, mezzo. Gaveau, 3, 20h30. ☎ 49.53.05.07
• T. Berganza, mezzo. Opéra-Bastille, 5, 20h. ☎ 40.01.16.16
SAINTES
Ens. Musique oblique, dir. P. Herreweghe. Abbaye / Dames, 4, 20h30. ☎ 46.97.48.48

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - policiers)

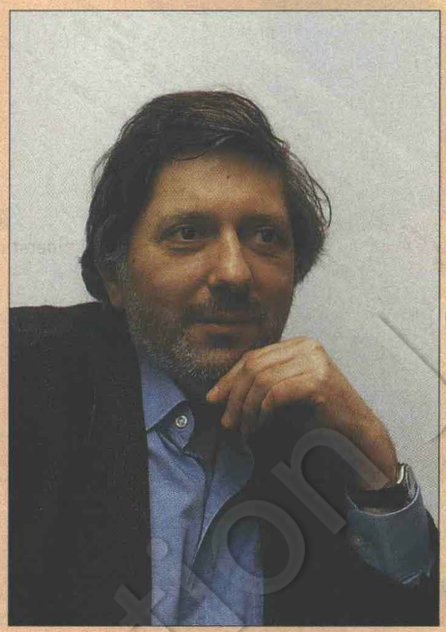
TARDI

Il voulait illustrer Céline. Ses premiers dessins ont été refusés. Motif : trop tristes. Du coup, il a persévéré et résolument opté pour un dessin "charbonneux, dégoulinant et un peu crapoteux". Après "Voyage au bout de la nuit" et "Casse-Pipe", Tardi illustre "Mort à crédit" (1). Rencontre avec le père d'Adèle Blanc-Sec.

C'est la troisième fois que vous illustrez un livre de Céline. Pourquoi êtes-vous si attaché à cet auteur ?
On ne peut pas faire l'économie de Céline dans la littérature contemporaine. Je tiens cependant à préciser que je ne partage pas les opinions antisémites exprimées dans ses pamphlets. Ces écrits-là sont monstrueux et, par les temps qui courent, il est bon de le dire haut et fort. Non, ce que j'aime chez lui, c'est le romancier, le styliste. J'avais 16 ans lorsque, sur les conseils de mon père, j'ai lu "Mort à crédit". J'y ai retrouvé le milieu familial dans lequel j'avais grandi. Tout comme ceux de Céline, mes parents étaient des petits commerçants. Ma grand-mère tenait une épicerie, mon père passait son temps à gueuler sans jamais résoudre aucun problème, ma mère traînait ses maladies. Dans la famille, nous avions aussi des inventeurs fous furieux assez semblables au personnage de Courtial des Pereires. J'ai été emballé par Céline et je me suis mis à dévorer tous ses romans.

Dans cette série, les dessins viennent s'inscruter dans le texte. Pourquoi ce choix ?
Le projet de travailler sur "Voyage au bout de la nuit" remonte à une dizaine d'années. Je pensais alors l'adapter en bande dessinée. Techniquement, c'était impossible. Cela aurait impliqué de réécrire les dialogues. Tout en conservant le texte intégral, il fallait également trouver une équivalence entre le rythme de Céline et la distribution des dessins (images horizontales, petites ou grandes), tout en les maintenant en regard avec le texte. Je voulais tout montrer. Sur une dizaine de lignes, il y avait souvent cinq ou six possibilités de dessins. Il m'a donc fallu choisir. J'ai moi-même réalisé la mise en page.

Selon vous, qu'est-ce que ce travail apporte au texte ?
Je ne m'en suis absolument pas préoccupé. Je ne suis ni pédagogue, ni missionnaire. Seuls, l'enthousiame et la passion m'ont guidés. On fait souvent ce procès aux dessinateurs. Il semble, en fait, que l'on supporte mal l'illustration des classiques de la littérature, alors qu'on l'accepte très bien au cinéma. Le réalisateur transforme les dialogues comme il l'entend, au point que le film n'a souvent plus rien à voir avec le livre. Non seulement personne ne s'en offusque, mais cela devient le film du réalisateur. On va voir "Uranus", de Claude Berri, et personne n'est choqué par le fait que Marcel Aymé disparaisse complètement. Alors que nous autres, dessinateurs, respectons totalement le texte, on nous demande à quoi sert de l'illustrer. Evidemment, cela n'a pas d'utilité particulière, sinon celle de m'avoir procuré du plaisir.



C'est moi qui cours après les personnages jusqu'au moment où il me faut remettre de l'ordre pour que l'histoire tienne debout.

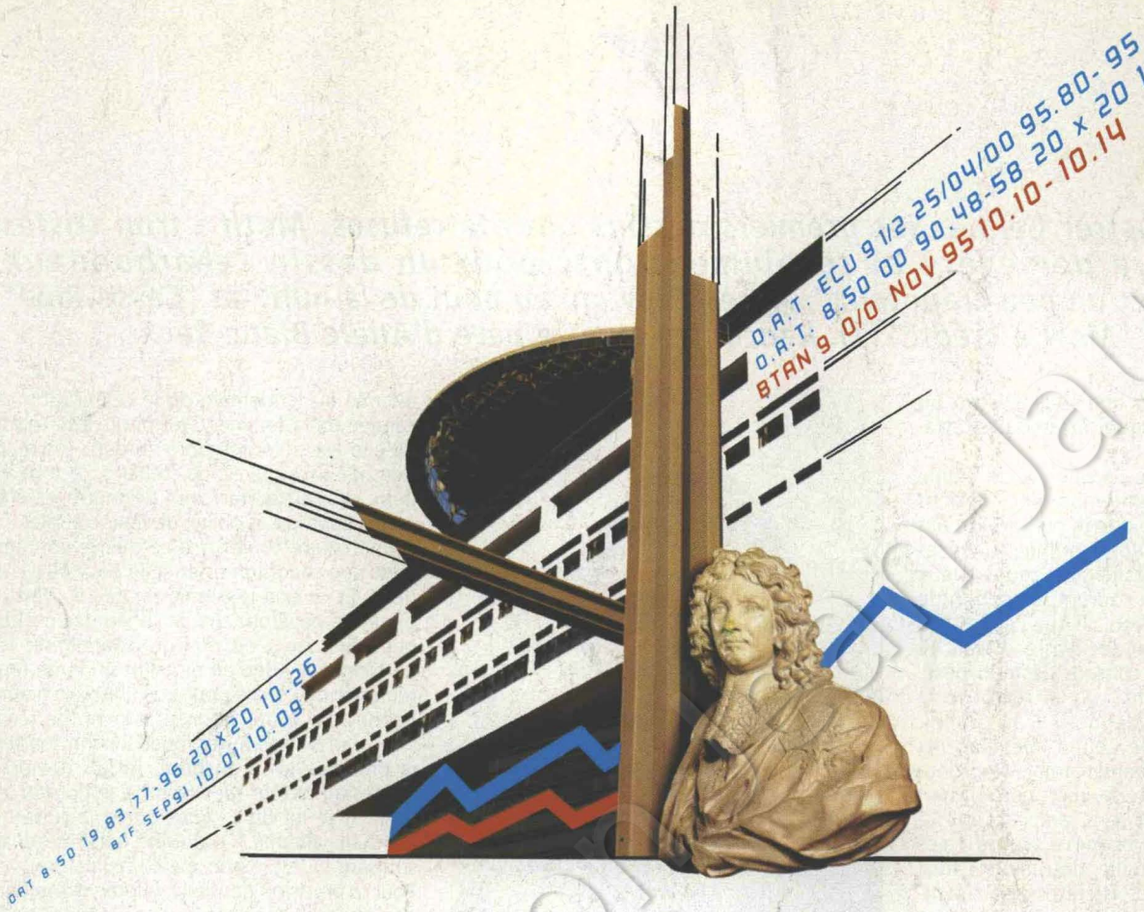
Sur quoi travaillez-vous actuellement?
Je prépare l'adaption d'une BD d'après "Jeux pour mourir", un polar des années 50. Dans le roman policier, la structure du récit permet de jouer à cache-cache avec le lecteur. C'est le genre qui me procure le plus de plaisir. J'ai aussi d'autres projets : la suite de la série des Adèle Blanc-Sec et les aventures de Nestor Burma.

Comment vous est venue l'idée du personnage d'Adèle Blanc-Sec ?
Dans la BD, il y avait beaucoup de flics, de cow-boys et d'aviateurs mais pas d'héroïne, sauf dans les BD érotiques. Adèle est née au lendemain de la célébration de l'année de la femme. C'est pour cette raison qu'elle est si contemporaine dans ses réactions. Pour ce qui est du scénario, ce sont les lieux qui, au départ, me donnent les éléments dont je suis obligé de tenir compte.
Je me réfère toujours à ce que je connais. C'est une condition essentielle pour être crédible. Et ce que je connais le mieux, c'est la banlieue pavillonnaire et la vie des petites gens. Ensuite, c'est moi qui cours après les personnages jusqu'au moment où il me faut remettre de l'ordre pour que l'histoire tienne debout. De toute façon si, à la fin du récit, si je n'arrive pas à retomber sur mes pattes, je pratique la surenchère. Je fais des promesses au lecteur sans savoir si je pourrai les tenir et je lui dis : "Vous aurez la suite au prochain album". Ce qui me laisse un délai suffisant ! C'est le principe du feuilleton.
Pour la précision des lieux, je prends toujours des photos. J'ai besoin de repérages pour dessiner. Le texte original entre les mains, je refais l'itinéraire décrit dans le livre. Ensuite, je peux faire subir un traitement à mes dessins, rétrécir une rue ou rajouter un étage à un immeuble. J'aime bien aussi donner à un lieu un aspect différent de celui qu'il a en réalité. Dans un des albums d'Adèle Blanc-Sec, un personnage passe sur le Pont-Neuf, près d'un reverbère sur lequel il y a des sortes de tritons. L'homme met un doigt dans la bouche d'une des sculptures et une dalle s'ouvre. Un lecteur m'a écrit pour me dire qu'il ne pouvait s'empêcher, chaque fois qu'il passait sur le pont, de mettre le doigt dans une de ces sculptures. C'est intéressant de modifier ainsi le quotidien des gens.

Que pensez-vous de la BD aujourd'hui ?
C'est un mode d'expression en perte de vitesse. Quand j'étais gamin, il n'y avait pas la télé et nous n'avions que "Tintin" à nous mettre sous la dent. La BD a joué un rôle jusqu'à il y a une quinzaine d'années, mais cela ne correspond plus à rien aujourd'hui. Les adolescents préfèrent les jeux vidéo et la télé.
Je constate que le public de mes livres ne se renouvelle pas. Quant à moi, je n'en lis que très rarement. Deux ou trois par an seulement. J'ai beaucoup moins d'enthousiasme qu'avant. J'ai l'impression d'avoir accumulé des bouquins comme on colle des timbres. Maintenant, j'en ai un peu marre. Une exploitation différente de l'image m'excite davantage.

Propos recueillis par Maddy Corneilly

1) Futuropolis ; 2) Casterman.



LES VALEURS DU TRÉSOR

LIQUIDITÉ
SOLIDITÉ
TRANSPARENCE
SÉCURITÉ

POUR EN SAVOIR PLUS, ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT
AU BULLETIN MENSUEL DES VALEURS DU TRÉSOR.

Pour vous abonner, écrire à :
Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
Direction de la communication
Bureau de la diffusion
139, rue de Bercy – Télédoc 536
75572 Paris Cedex 12 – France
ou téléphoner au 40.24.88.56

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

F.R.I. Communication

Collection Fondation Jean-Jaurès